

Grève illimitée : ouais ! **Grève saute-mouton : non !**

SOCIAL :

**LE PROLÉTARIAT
EST-IL DÉSABUSÉ ?**

**OPPOSITION POPULAIRE :
LUTTES CONTRE LA LIGNE À
GRANDE VITESSE
AU PAYS BASQUE**

**RELIGION :
QUE FAIRE DE DIEU ?**



Comment fonctionne Courant Alternatif (C.A.) ?

Un week-end par mois, une **Commission-Journal** (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisa-

teur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.); et c'est lui qui écrit l'édition en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égrégore - BP 1213 - 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.**

COMMENT Contacter l'Organisation Communiste Libertaire ?

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

BRETAGNE
Clé des Champs
(ne pas mentionner OCL)
B.P. 20912, 44009 Nantes cedex 1

oclnantes@free.fr
ocl.st-nazaire@orange.fr

BOURGOGNE
oclsens@yahoo.fr

CENTRE
La Commune, B.P. 1228
45002 Orléans cedex

ÎLE DE FRANCE
oclidf@gmail.com

LIMOUSIN
ocl.limoges@voila.fr

MIDI-PYRÉNÉES
OCL c/o Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD
OCLB c/o La Mouette Enragée,
B.P. 403
62206 Boulogne s/mer cedex

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o Égrégore, B.P. 1213
51058 Reims cedex

lechatnoir@club-internet.fr

NORMANDIE
CRAS, B.P. 5164
14075 Caen cedex
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
Acratie, BP 23, 64130 Mauléon
ocl-eh@orange.fr

POITOU
OCL-Poitou@orange.fr

RHÔNE-ALPES
« Courant Alternatif »
c/o Maison de l'Écologie,
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.net

ocl-valence@hotmail.fr

SUD-EST
La Galère, BP 74217,
06131 Grasse cedex

Écrire au journal pour : **Figeac**

Sommaire

Edito p 3

Religion

Que faire de Dieu ?

Religion et émancipation : quelques éléments critiques p. 4

Répression

Chronique poitevine p. 9

Réflexions

L'insurrection, et alors ? p. 10

Big Brother ! p. 12

Sur le terrain

Quand un projet boit le bouillon
(un amap dans le bassin de Longwy) p. 14

**LGV Pays Basque : le refus incontournable
d'une opposition populaire** p. 16

Social

**Dettes publiques de la Grèce, ou comment,
encore une fois, la crise nourrit la finance** p. 19

En un combat douteux (ou : la dilution
des perspectives alternatives) p. 21

FSU : le congrès de la majorité...
silencieuse ! p. 23

International

Haïti : Batay ouvriyé p. 26

Turquie: Nous soutenons nos troupes...
quand elles flinguent leurs officiers ! p. 29

Islande : scénario d'une mise sous tutelle p. 31

**OCL c/o Egégore
BP 1213 - 51058 Reims cedex
Courriel : oclibertaire@hotmail.com**

pour S'ABONNER à C.A.

**Abonnement 1 an (10 numéros + 2 hors série)
30,00 euros**

Sans les numéros spéciaux 25 euros

Tarif réduit 18 euros
(pour toutes sortes de fauché-e-s)

Abonnement de soutien plus de 30 euros

Abonnement à l'essai (3 n^{os}) 5 euros

Gratuit : 1 numéro sur demande

En nombre pour la diffusion :

2 ex. 45 euros

3 ex. 65 euros

5 ex. 100 euros

10 ex. 180 euros

Chèques à l'ordre de « La Galère »

OCL/Égrégore, B.P. 1213 - 51058 Reims cedex

Pour tout abonnement international :

N° IBAN : FR76 1562 9029 0100 0347 8804 060

N° BIC : CMCIFR2A Pour tout paiement postal indiquer comme ordre
EGREGORE

Site web :

http://oclibertaire.free.fr/

Ce numéro a été préparé à Lyon
La commission journal de **février** aura lieu **au**
pays basque

Courant Alternatif
MARS 2010
Com. par. : 0610G86750
Mensuel
Communiste Libertaire

Correspondance :
OCL/Égrégore
BP 1213, 51058 Reims cedex

Pour les seules obligations
légales :
Dir. publication :
Nathalie Federico
Imprimerie :
Graphéco, Le Mans
Imprimé sur papier recyclé

E DITO

Quand ce numéro de *Courant Alternatif* paraîtra les élections régionales n'auront pas encore eu lieu. Mais on ne prendra pas trop de risque en avançant que leurs résultats ne devraient pas changer la face du monde, pas même celle de la France. Une fois passées les élections, les attaques contre les travailleurs vont pouvoir reprendre avec une frénésie qui s'était quelque peu émoussée dans la période pré-électorale. L'offensive va porter en particulier sur les retraites, dans un contexte moins favorable qu'en 2003 pour les travailleurs, bien désabusés après une année de grèves à répétition sans lendemains («En un combat douteux...» p. 21-22).

Auparavant, la droite n'aura pas ménagé ses efforts pour empêcher la gauche de réaliser ses prétentions affichées, réaliser le grand chelem en prenant la tête de toutes les régions. Pour la droite, réduire le pouvoir de nuisance du FN est capital. Il lui faut donc charmer les électeurs de ce dernier. C'est dans cet esprit qu'il faut analyser la promotion du débat sur une «identité nationale» par ailleurs introuvable mais susceptible de faire sens, traquer les «Musulmans» au nom de la laïcité, ce qui s'inscrit dans la continuité coloniale.

Et, comme rien ne vient complètement par hasard écrivons nous dans «Que faire de Dieu ?» (p. 4-8), ceux qui s'en prennent avec plus de bruit et de virulence aujourd'hui aux religions, en fait à une seule, l'Islam, sont ceux qui s'en prennent principalement aux étrangers, aux immigrés (français ou non, avec des papiers ou non...) de culture ou de culte musulman.

De leur côté, en ces temps obscurs où les capitalistes s'arrachent les marchés juteux de l'écologie, où les grands distributeurs -pas moins capitalistes-, s'adonnent au marché rentable du «bio», certain(e)s essayent de faire front en mettant sur pied une alternative à la grande distribution par la constitution d'une AMAP, d'un Groupe d'achats, ou tout autre structure répondant à des buts alimentaires sains et autonomes. Ces projets alternatifs, lancés et réalisés de façon très diverses, avec des analyses variées, font débat en ce moment sur leurs limites et leurs finalités. Ainsi, le bilan peut parfois s'avérer assez décevant («Un projet boit le bouillon» p 14-15).

Le Capital, lui poursuit son oeuvre destructrice de l'environnement, notamment par la construction des infrastructures qui permettent la circulation sans fin des marchandises et des personnes. Heureusement, ces projets rencontrent des résistances, comme pour les lignes à grande vitesse au Pays Basque («LGV Pays Basque : le refus incontournable d'une opposition populaire» p. 17-18), ou en Italie. Pour ce dernier cas, nous tenons à exprimer ici notre solidarité avec les habitants du Val Suza, qui luttent depuis quinze ans contre le projet de TGV Lyon-Turin. Ils ont particulièrement besoin de notre soutien en ce moment, l'Etat italien ayant lancé depuis le début de l'année une offensive policière féroce pour mater les habitants. Les structures collectives sont détruites et la brutalité des flics ne connaît plus de limites : au cours de manifestations, des personnes en fauteuil roulant, des personnes âgées et des enfants ont été tabassés par les carabiniers. Chez nous, de l'autre côté des Alpes, la mobilisation n'est pas au rendez-vous ; même chez les écologistes patentés qui défendent la destruction des montagnes et des vallées pour le plus grand profit du Capital...

La «crise» continue, avec son lot de conséquences financières : la majorité des Etats galèrent pour trouver de l'argent et se préparent donc à racketter encore plus leur population. C'est le cas en Grèce, dont on parle beaucoup en ce moment dans les media («Dette publique de la Grèce, ou comment encore une fois la crise nourrit la finance» p. 19-20), mais aussi en Islande, où les conséquences de la faillite du pays ne font que commencer («Islande : scénario d'une mise sous tutelle » p. 31-32). L'impérialisme et le militarisme, eux, ne sont pas affectés par la crise ! La solidarité internationale dans les luttes est pour cette raison toujours nécessaire. Il est donc question dans ce numéro de la résistance au service militaire en Turquie, et de la répression très dure contre les anti-militaristes («Nous soutenons nos troupes... Quand elles flinguent leurs officiers ! p. 29-30). Nous avons aussi choisi de présenter l'organisation haïtienne «Batay Ouvriyé» attributaire des fonds récoltés par l'OCL (seule ou associée à des groupes et des individus) en solidarité avec le peuple d'Haïti («Batay Ouvriyé» p. 26-28). Pour sortir des crises sans fin du capitalisme, seule la lutte paie !

OCL Lyon

Que faire de Dieu ? Religion et émancipation : quelques éléments critiques (1ère partie)

Il est généralement entendu, quand on est révolutionnaire, de gauche, communiste ou anarchiste, ou autre, que la « religion est l'opium du peuple ». Cette célèbre formule de K. Marx, tirée de sa Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel (1843), est généralement citée isolément et peut donc être tordue dans le sens voulu.

Avant de dire qu'elle est « l'opium du peuple », Marx avait pris soin de préciser dans le même paragraphe : « La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. »

Ici apparaît clairement selon lui le côté contradictoire et paradoxal de la religion : à la fois « expression de la misère réelle », elle est aussi « protestation contre » cette même misère. C'est sans doute là, dans cette double dimension, dans cette réversibilité qu'il faut rechercher sa force, sa capacité à se maintenir, à se renouveler, à faire de nouveaux adeptes.

L'opium et son double

La religion est une donnée sociale, avant d'être un corpus « idéologique » ou une croyance tombée du ciel, un mensonge dont la force trouverait une explication primordiale dans une surpuissance démoniaque, et une visée presque



conspirationniste, de manipuler les esprits dont auraient fait preuve le clergé et les institutions qui l'épaulent et le complètent.

A cette guerre de la « croyance » contre une vérité qui en démontrerait le mensonge ou l'inanité (vérité philosophique anti-métaphysique de la « mort de Dieu » de Nietzsche, ou positivisme « rationaliste » des chantres de la nature et des techniques), Marx préférera miser sur les conditions qui légitiment la religion et installent celle-ci comme l'« arôme naturel de ce monde ». D'autant que le combat frontal ne peut que prendre les voies hasardeuses de la métaphysique : la religion étant « la réalisation fantastique de l'essence humaine » tandis que « l'essence humaine n'a pas de réalité véritable ». En ces termes là, cela peut vite devenir un dialogue de sourds, un échange purement spéculatif ou un « combat » douteux pour l'instauration d'une vérité d'Etat sur l'« essence » de l'homme et sa « nature » objective, soit un pouvoir politique absolu car devenu vérité métaphysique, scientifique ou ontologique... ou les trois en même temps !

Certes dit Marx dans le même texte, « le véritable bonheur du peuple exige que la religion soit supprimée en tant que bonheur illusoire du peuple. » Mais « exiger qu'il soit renoncé aux illusions concernant notre propre situation, c'est exiger qu'il soit renoncé à une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est

donc, en germe, la critique de cette vallée de larmes, dont la religion est l'auréole. » La lutte contre la religion est bien la lutte contre les conditions qui la rendent possible, contre la « situation qui a besoin d'illusions », contre ce qui a fabriqué cette « vallée de larmes ».

C'est la dimension sociale de la religion qui fait que le combat pour revendiquer le droit de ne pas croire, de penser et d'agir par soi-même (« La religion n'est que le soleil illusoire qui se meut autour de l'homme, tant qu'il ne se meut pas autour de lui-même », K. Marx, *idem*) ne peut être mené avec des partis, des mouvements, des organisations qui ne s'inscrivent pas dans une perspective d'émancipation sociale, mais qui, au contraire, participent activement à la domination de ce monde, un monde qui produit des religions pour le défendre, le justifier et qui parfois, servent aux dominés à s'en défendre. A la religion qui se présente comme l'expression d'une essence de l'homme auquel il ne peut échapper, nous défendons l'idée qu'elle est avant tout une forme culturelle qui a partie liée, par des jeux de déterminations complexes, aux sociétés humaines en tant que formes symboliques, signifiantes, en tant que pôles séduisants sur lesquelles des affects peuvent s'investir ou se réfléchir : il en est ainsi de la mort dans le christianisme ; obsédante, lancinante, objet de lamentations et de deuils publics interminables, elle n'en est pas vraiment une car elle ouvre sur une autre vie, plus « vraie » encore, en tout cas bien supérieure car paradisiaque et éternelle.

Créations humaines, les religions savent jouer sur une certaine élasticité et adaptabilité. Loin d'être entièrement fermées sur elles-mêmes, comme en témoignent certaines évolutions, la cohabitation de points de vues distincts en leur sein, les batailles d'interprétation des textes, les schismes, ou encore des formes syncrétiques et de superpositions entre diverses croyances dont l'histoire humaine est riche. Même s'il est attesté que, dans le noyau fondateur des religions, monothéistes surtout, la « Loi » (celle que Dieu a donné à Moïse) ne peut être contestée : il n'y a nulle place en leur sein pour dire ou entendre qu'elle est fautive, mauvaise ou injuste car véridité ou vérité, bonté et justice sont précisément les attributs exclusifs de Dieu.

Le tour de force des religions monothéistes est de s'appuyer à la fois sur la force et l'"évidence" d'une transcendance et sur la clôture sur elle-même d'une chaîne de significations qui ne vise qu'à replier le tout du monde (la totalité de l'humanité, ses potentialités...) à l'intérieur d'elles-mêmes, à faire croire qu'elles n'ont pas de «dehors», que rien n'est pensable ni possible en dehors d'elles, qu'il y a identité et adéquation parfaite entre le monde et cette pensée du monde.

Cette force d'attraction des religions se vérifie lorsque l'on dépasse un peu la question des traditions et de l'immobilité de certaines sociétés. Parce que déjà rien n'est moins certain : il y a dans notre modernité capitaliste et hautement technicisée prolifération de religions de toutes sortes : des plus traditionnelles (Islam, églises évangéliques, variantes de l'Hindouisme...) aux plus nouvelles (de type New age par exemple). Sous nos latitudes, la pratique religieuse est sans doute moins imposée par une tradition que choisie pour répondre à des besoins ou attentes spécifiques. L'explication de l'irrationalité des religions rencontrant l'irrationalité propre des hommes n'explique rien du tout car elle renvoie à une supposée nature ou essence mystique et non rationnelle de l'homme qui n'a donc strictement rien à en dire...

Ce que disent les croyants et pratiquants est à prendre plus au sérieux : cela tourne souvent autour d'aspirations morales, celles de trouver des formes d'être, des conceptions de soi, des valeurs qui élèvent les personnes au dessus de la médiocrité du monde profane, de ses petites gens, de ses mesquineries, jalousies, égoïsme, appétit de pouvoir... d'une recherche d'un bien-être propre, «intérieur» et spirituel, d'une vérité ou authenticité de soi, d'une sérénité ou paix intérieure, d'une appartenance à une communauté de croyants – plus idéale, plus dégagée des contraintes et des limites terrestres, plus universelle et internationale, divinisée et moins compliquée que les communautés de la coexistence humaine – que des cérémonies rituelles viennent à la fois mettre en scène, célébrer et attester...

Si les religions ont été souvent du côté des oppresseurs, elles ont souvent aussi servi de raison, d'expression, de mise en mots, de référence à des mouvements de résistance et d'émancipation : bien des aspects du christianisme primitif, les diverses hérésies chrétiennes de l'époque médiévale, la rébellion des paysans de Thomas Müntzer qui disaient vouloir instaurer le Royaume de Dieu sur terre, soit une forme de communisme... Ce que les hommes ont fait de la religion a plus à voir avec l'histoire des hommes et de leurs actes pour se libérer de leur condition qu'avec celle de leurs croyances.



Religion, colonialisme, auto-émancipation

Ce qui peut émanciper les femmes et les hommes des croyances religieuses, ce n'est en aucun cas la rencontre de leur ignorance supposée et d'une vérité qui viendrait les illuminer et remplacer la fausse conscience qui les abusait. C'est dans des pratiques, dans des expériences de vie, de solidarité, de création, de lutte que la conscience de soi se forge, que se crée un écart entre les mots et les choses, entre les vérités du Verbe et la prose du monde, entre les actes et ce qu'il est possible d'en dire.

«Il n'y a pas de sauveur suprême» dit la chanson, «ni Dieu, ni César, ni tribun...». C'est bien avec cette conviction, dans cette idée de l'auto émancipation des exploités, dans des mouvements collectifs (mais aussi par des trajectoires plus singulières, plus individuelles) que peuvent se fabriquer la mise à distance des modes d'être et de pensée appartenant au passé, à une tradition et à ses aspects les plus aliénants, à un ordre social patriarcal séculaire. Ni Dieu, ni César de l'Empire, ni tribun laïc de l'ordre capitaliste, oligarchique et «républicain» !

C'est pourquoi il n'est pas contradictoire d'être (dans la mesure du possible !) aux côtés des femmes iraniennes contre les lois religieuses et l'Etat islamiste, et d'appuyer la revendication de la laïcité qui se place dans le cadre d'une lutte générale pour l'égalité et contre le patriarcat, et ne pas accepter ici que des personnes soient

pourchassées pour l'affirmation d'un signe religieux ou identitaire, musulman ou autre, car la liberté de ne pas porter le voile suppose la liberté de le faire, car la laïcité est d'abord un principe d'indifférence à l'égard de toute religion, et non de fouiller et surveiller le corps social pour y traquer des différences, en peser les qualités et l'amplitude et décréter qui est conforme à un ordre normatif. Particulièrement dans un pays comme la France qui n'a pas réglé son passé colonial, où cet imaginaire là pèse encore lourdement, où il structure et configure encore massivement les données d'une «identité nationale» par ailleurs introuvable mais susceptible de faire sens, traquer les «Musulmans» au nom de laïcité, c'est s'inscrire dans la continuité coloniale et de son hypocrisie. La mission civilisatrice de la république laïque et coloniale s'accommodait fort bien, en Algérie, du code de l'indigénat où la loi coranique, et non le droit français, s'appliquait aux «indigènes» désignés comme «musulmans» ! Et comme rien ne vient complètement par hasard, ceux qui s'en prennent avec plus de bruit et de virulence aujourd'hui aux religions, en fait à une seule, l'Islam, sont ceux qui s'en prennent principalement aux étrangers, aux immigrés (français ou non, avec des papiers ou non...) de culture ou de culte musulman.

Ce sont aussi dans les courants politiques, de gauche, républicains, socialistes, communistes (staliniens) qui ont été naguère les artisans, ou les complices, de l'ordre colonial que l'ont voit aujourd'hui des tendances émerger, des groupes de

pression à la laïcité douteuse se constituer et se retrouver à la manœuvre dans une nouvelle croisade anti-musulmane menée au nom de la supériorité laïque de l'Occident. Ce sont aussi, malheureusement, le fait de certains anarchistes particulièrement bouchés, qui n'ont pas été foutus d'appeler à l'insoumission et à la désertion contre la guerre d'Algérie (contrairement à certains «chrétiens» de gauche) et préfèrent loucher vers un Camus totalement inoffensif politiquement (et pour cela «sarkocompatible») que s'intéresser à la portée autrement plus critique et libératrice des écrits d'un Frantz Fanon ! [1] Les mêmes courants politiques qui, il y a plus de 50 ans, n'ont pas ouvert la bouche, ou alors à voix très basse, face à la barbarie de la soldatesque française en Algérie, aux paras lâchés dans les rues d'Alger, à la torture institutionnalisée, aux «disparitions» (une politique de la «contre insurrection» qui ensuite fit école dans toute l'Amérique latine), qui trouvaient toujours de bonnes raisons pour ne pas prendre part à la lutte anticoloniale et trouvaient toujours aussi d'autres bonnes raisons supplémentaires au maintien de l'Algérie française. [2]

Le voile, affaire d'Etat ou question sociale ?

Allons plus loin. Les combats pour l'émancipation, féministes ou autre, ne s'arrêtent pas à l'«espace public» de la laïcité. Une des forces et des caractéristiques du féminisme et des courants anti-autoritaires, dont l'anarchisme, est précisément de ne pas s'arrêter aux formes visibles de la domination mais de mettre au jour ses mécanismes dans la sphère «privée» de la famille, dans les rapports au sein du couple, etc. et de faire le lien entre le visible (les institutions, la publicité, etc.) et ce qui se joue dans les formes d'invisibilisation du domaine privé. Il n'y a aucune raison pour que, face aux phénomènes du voile ou de la burqa il n'en soit pas de même : la question de l'émancipation des femmes, vis-à-vis du patriarcat et de l'omnipotence de Dieu est une *question sociale et politique* qu'il appartient à la société de régler. Mais il se trouve que la société se divise au moins en deux : ceux qui la dirigent et ceux qui la subissent. C'est sur la *manière* de régler cette question – manière qui n'est pas

[1] Il est pour le moins troublant et malheureusement significatif d'une inconsistance politique que des émissions de Radio libertaire critiquant l'Islam se retrouvent sur des sites Internet d'extrême droite.

neutre – et les éléments de contenus généraux qui l'accompagnent que les clivages se retrouvent : la société agit-elle par l'intermédiaire de l'instance juridico-politique de l'Etat censé la représenter ou intervient-elle par elle-même, par des mouvements sociaux, par la vitalité d'un corps social capable de s'autonomiser et d'aborder les contradictions qui le traversent dans un cadre plus général, marqué par le trait éga-



litaire, qui est celui de l'émancipation de toutes et tous.

L'appel à l'Etat, à la justice, à la police, pour résoudre une question sociale, outre le fait que cela ne «résout » le plus souvent rien du tout et ouvre en plus une nouvelle crise, est la marque d'une posture qui a décidé de ne faire aucune confiance au «corps social», aux individus qui le composent et à leur intelligence pour régler entre eux les différends qui les opposent, et qui voit dans l'appel à l'ordre policier et judiciaire la seule manière de défendre une laïcité et une égalité de façade.

Une autre raison de ne pas frayer avec certains «laïcs» est qu'ils se présentent d'emblée comme des petits maîtres à penser, instituteurs d'école à l'ancienne (dans un schéma très IIIème République !) dans une posture d'un paternalisme sans borne face à des enfants incultes et incapables, qui ne savent pas quoi penser et qu'il faut donc «instruire». Bref, dans un rapport institué qui ne peut en aucun cas produire de l'égalité car il est dès le départ, structurellement, inscrit dans de l'inégalité. Si les ouvriers français se sont massivement détachés de la religion au tournant du XIXème siècle, ce n'est pas grâce à l'école publique laïque mais parce que, sans doute n'étaient-ils déjà guère croyants ou pratiquants, et aussi parce que le clergé catholique avait partie liée avec les possédants, avec la noblesse, avec les «riches» et les courants royalistes qui incarnaient le retour à un ordre ancien ouvertement contre-révolutionnaire. La lutte anti-cléricale et «rationaliste» avait lors de son moment fondateur et de son acmé une dimension de classe et était intimement liée à la lutte contre les possédants, pour la justice

sociale et l'égalité économique. Les BHL, Onfray, Val et les mouvements cocardiers de la laïcité républicaine défendent avant tout les lumières de l'occident libéral et capitaliste dans un monde livré encore à l'obscurité, surtout dans ses zones insuffisamment développées et occidentalisées. Leur dénonciation de l'Islam participe d'une stigmatisation des musulmans, pierre angulaire d'une construction idéologique inégalitaire des cultures et des peuples dans lequel s'exprime le néo-racisme républicain et à partir duquel s'organise sous nos yeux une configuration du monde dans laquelle cet occident capitaliste entend garder la main. Rappelons aussi utilement que c'est sous le gouvernement de Jules Ferry – que d'aucuns présentent comme un grand libérateur de l'esprit – que l'Etat français a procédé à l'expansion considérable de son empire colonial – Indochine, Tunisie, Afrique noire occidentale et

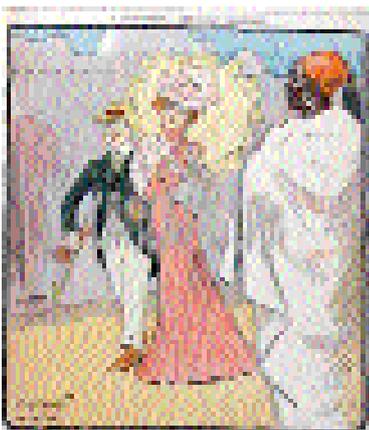
équatoriale, Madagascar... rien que ça ! – et que la laïcité de la IIIème République, des partis républicains et radicaux, s'est toujours positionnée *contre* l'émancipation des

[2] Précisons rapidement car l'étroitesse de cette note ne permet pas de développer. La lutte anticoloniale est d'abord un combat contre le propre colonialisme de l'Etat dont on est le ressortissant : pour ce qu'il signifie et génère à la fois envers les populations colonisées et le fait que ce soit fait «en notre nom», mais aussi pour les conséquences du colonialisme sur la situation politique intérieure du pays colonisateur, entre autre généralement une institutionnalisation du racisme et du militarisme. Ce combat ne prend pas nécessairement la forme d'un alignement, d'un soutien acritique, à une organisation dite de libération en particulier. Beaucoup de ceux et celles qui, en Israël, se mobilisent au côté des Palestiniens, contre le colonialisme israélien, ne s'alignent avec aucune organisation politique palestinienne particulière. Ainsi pour revenir au cas français, il n'y a aucune contradiction à être, ou avoir été, contre l'Algérie française, pour l'indépendance, éventuellement solidaire et critique vis-à-vis du FLN au cours de sa lutte contre l'Etat français et plus du tout solidaire avec ce mouvement à partir, entre autre, des orientations réactionnaires et patriarcales qui furent les siennes lorsqu'il élaborait le code de la famille en s'appuyant sur la «loi islamique». Cette opposition au parti FLN, à sa politique, à la bureaucratie d'Etat, à son appareil policier et militaire, ne signifiait évidemment pas pour autant un quelconque soutien à un ordre ancien de domination ; elle est au contraire un appel à aller *au-delà* de cette indépendance là, à poursuivre le combat pour l'égalité, pour l'émancipation sociale et l'autonomie individuelle.

femmes : contre leur droit au vote, qui est quand même la base de l'égalité politique républicaine, car elles ne pouvaient avoir de conscience propre, risquaient d'être influencées, de mal voter, de ne pas choisir l'instituteur mais le candidat du curé.

Pour notre part, et sans vouloir nier qu'il puisse y avoir des «avancées» dans une traduction juridico-politique en terme de droits, il nous semble préférable d'opter résolument pour une réponse sociale à une question sociale. Le voile ou la burqa ne sont que très accessoirement un problème de laïcité. C'est d'un côté un problème d'égalité des droits (droit à l'école pour tous, à l'espace public...) et de l'autre, dans bien des cas mais pas tous, un problème de domination au sein d'un ordre familial, dans la sphère «privée» donc, que la laïcité ignore, mais que les mouvements féministes et pour l'égalité n'ont jamais considéré comme un hors lieu de leurs interventions. Si le corps social des exploités et des dominés est lui-même traversé par des questions qui provoquent en son sein de l'inégalité, qui reproduisent des formes de domination et d'assujettissement, c'est en lui-même qu'il doit et qu'il peut trouver les ressources, des capacités de faire advenir de l'égalité, économique, politique, contre le patriarcat, et une conception de la différence, de l'altérité, soustraite à toute hiérarchisation. C'est une question politique et stratégique où les contenus et les formes d'interventions doivent trouver leur cohérence.

Sur le fond et sur la forme, il s'agit de montrer que les croyants et non-croyants ont, dans leur propre réalité sociale, des intérêts communs et que par des actes, des luttes, il est possible de produire des paroles communes, que la lutte contre le patriarcat comme les autres combats ne souffre d'aucun pater ou maternalisme et que l'émancipation n'est pas l'imposition d'un modèle social, de paroles justes ou dans l'adoption forcée de mœurs jugés conformes à des canons auxquels il conviendrait de se régler, que les crispations identitaires autour de l'Islam, au-delà des enjeux politiques qui les amplifient et en organisent la scène et le scénario, sont aussi la consé-



quence d'un déficit des luttes générales pour l'égalité économique et politique, et notamment des luttes de classes et celles contre le patriarcat, terreau qui, sur fond de crise économique, écologique, multidimensionnelle, insaisissable et menaçante, est, comme ce fut le cas dans le passé, propice à l'exaltation des haines xénophobes et racistes et des guerres de civilisation.

L'Islam et ses usages dans le présent du monde

Une autre question est celle qui traite des courants politiques trouvant leur inspiration ou fondement dans une doctrine religieuse. Dans les pays de la vieille Europe, les religions traditionnellement dominantes (chrétiennes) sont en perte de vitesse tandis que se multiplient des formes de spiritualité et de croyance plus exotiques sur fond de privatisation des pratiques religieuses.

La question qui revient sans cesse donc depuis quelques années est bien celle de l'islamisme politique que certains veulent corréler avec une visibilité grandissante, largement spectacularisée sous le signe de la peur et de la menace d'un l'Islam fantasmé à l'heure d'une privatisation grandissante des pratiques religieuses et d'un «déclin» supposé de l'occident [3].

Le sujet est trop vaste pour être abordé ici dans ses détails. Avec quelques précautions, il semble nécessaire de poser un certain nombre de points, à la fois contextuels et thématiques, dès le départ, pour aborder et resserrer ce sujet sur des enjeux d'importance, notamment des amalgames intéressés de toutes parts entre Islam et islamisme, entre Islam et tradition, en Orient et Occident, tout cela en brouillant la cartographie des situations et par là en autorisant tous les raccourcis...

- Même s'il est toujours plaisant de se

[3] Le thème du déclin de la France, de l'Occident, de la civilisation est une plainte récurrente et cyclique, historiquement située à droite des idées politiques même si maintenant certains groupe de «gauche», républicains, s'y retrouvent aussi, dans un mélange de nostalgie souverainiste, d'étatisme autoritaire et de laïcité rancie, normative et politiquement orientée contre les musulmans. Plaintes mais aussi appels à une restauration, à une remise en ordre au profit d'une tradition enracinée dans une identité nationale mais menacée de part en part. Depuis une bonne dizaine d'année ce thème se fait de plus en plus présent, dans le domaine économique, mais aussi dans celui des mœurs et des «valeurs» de l'Occident. Il est un des éléments sous-jacents – et parfois très explicites – des peurs orchestrées contre l'Islam et les musulmans.



vouloir les porteurs d'un projet universel de libération de toute l'humanité, ou même de toutes les femmes de la planète, il est une limite de taille : on ne «libère» personne à sa place, rien ne peut se faire de l'extérieur si personne ne veut être «libéré», l'universalité d'une position, qui déjà se réfère à un principe discutable de progrès et de raison, ne prend valeur de libération que si elle est produite par une situation qui par définition, est locale, particulière, historiquement située. La liberté est d'abord une expérience de la liberté, une aspiration, une tension née d'une décision de l'éprouver avant même de la gagner. La liberté est un combat pour se libérer et accéder aux usages de la liberté.

- Les religions sont critiquables, toutes les religions, l'Islam y compris : ce sont des créations humaines et non des traits sur lesquels les individus n'ont aucun pouvoir de choisir, comme la couleur de la peau, l'appartenance reconnue à un genre, les origines territoriales, familiales ou nationales. Les amalgames se situent dans une confusion entretenue, volontairement le plus souvent, entre religion, croyants, défenseurs de leur foi et militants de courants politiques prenant appui sur une lecture du Coran niant la politique profane et son propre espace d'énonciation.

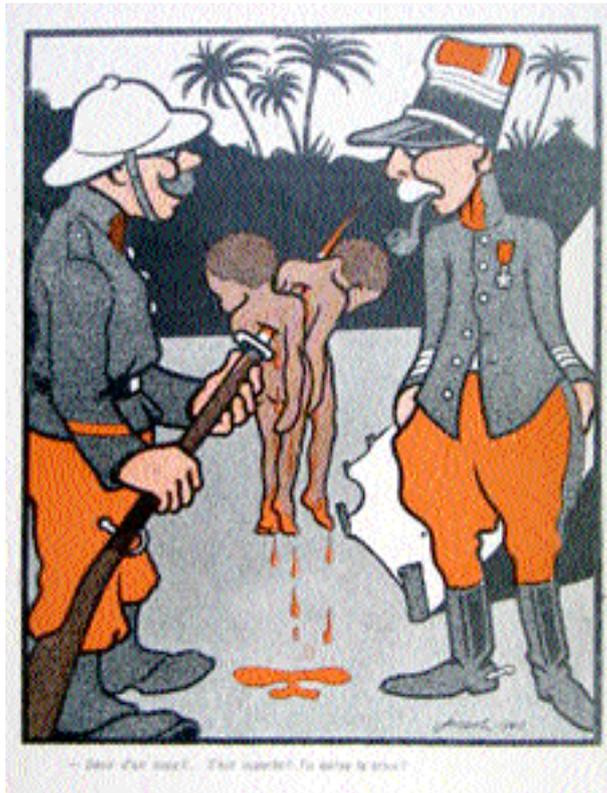
- Mais, prenant comme prétexte que les religions peuvent être choisies, au même titre sans doute que les cultures (!), ce qui est sans doute exact au niveau des principes généraux et faux dans la plupart des cas, l'islamophobie est devenue la version «acceptable» et éduquée pour stigmatiser des croyants et les étrangers musulmans. La stigmatisation «culturaliste» de la religion musulmane est la version civilisée, cultivée et républicaine du racisme moderne, d'héritage colonialiste, basée sur une hiérarchisation différentielle des cultures, des niveaux de vie et des niveaux de développement économique et intellectuel. Elle s'appuie sur un chantage à l'assimilation à une identité nationale qui est le schéma républicain : «si vous n'acceptez pas notre modèle, notre culture et nos

valeurs, vous n'avez rien à faire chez nous, vous êtes incompatibles avec nous !». Cette hiérarchisation des cultures se traduit par une hiérarchisation des peuples, des territoires habités, des zones de développement, de tourisme, de business, de pillage des ressources, de pauvreté et d'indigence, à quelques kilomètres des paradis fiscaux et des lieux bunkerisés de villégiature de la jet set, dans une logique toute coloniale, à peine modernisée, et dont les modalités s'inspirent largement des principes d'organisation de l'apartheid, du développement séparé. L'emmurement des frontières territoriales et sociales, la multiplication des grillages, des murs de séparation, des zones de no man's land, des espaces fortifiés (pour défendre un entre-soi privilégié ou maintenir les inférieurs et les incompatibles dans des zones de relégations, dans des prisons à ciel ouvert, dont le schéma presque caricatural s'appelle Gaza) viennent attester cette tendance bien établie, dans ses multiples dimensions, du local au global (!), du quartier résidentiel barricadé pour riches dans une quelconque banlieue suburbaine verdoyante et bucolique à l'Europe forteresse, sa barrière électronique, ses radars, ses satellites et son armada aéronavale, en passant par les "zones franches" qui sont explicitement des espaces délimités et dédiés à la surexploitation et à l'esclavage moderne. Notons au passage que le développement séparé et ses murs de séparation n'ont jamais empêché les marchandises de circuler ni même la force de travail jugée nécessaire de transiter pour se faire exploiter dans les espaces de production.

- L'assimilation ou identification de l'Islam à l'islamisme politique est bien pratique et arrange deux camps dans un jeu de miroirs complice, s'autoalimentant et démultipliant ses effets à l'infini : d'un côté les courants politiques islamistes utilisant la fidélité à une foi et l'appartenance à une religion pour recruter et exister politiquement, pour conquérir ou défendre des positions de pouvoir et, de l'autre autre côté, les partisans occidentalistes de la guerre des civilisations qui ethnicisent les rapports sociaux, cherchent à masquer et à dépolitiser les enjeux des luttes pour l'égalité économique, sociale, politique et à combattre les capacités d'auto-organisation des populations que tous les pouvoirs, toutes les formes de domination, s'accordent à nier, à disqualifier ou à briser.

- L'Islam est devenu ici, en Europe occidentale, en France aujourd'hui, la figuration d'une religion particulière : elle est massivement celle des ouvriers «étrangers» de diverses provenances : Afrique du Nord, Afrique subsaharienne, Proche et Moyen

Orient, Afghanistan, Pakistan...) et une interprétation dite courante en fait un ensemble de conduites, de règles et d'interdits qui s'imposent aux croyants dans leur vie de tous les jours, dans la famille, définissent une inégalité des rapports entre les hommes et les femmes, dans ce qui s'appelle ici la vie civile ou privée et aussi dans l'«espace public» censé être celui de la laïcité. Elle est une double figuration de la



- Deux d'un coup!... C'est superbe!
tu auras la croix !

religion de l'étranger (pauvre, miséreux, affamé, menaçant, mais aussi inférieur et archaïque...), de ce prolétaire multinational de la globalisation et de sa famille, et d'une religion traditionnelle, à moins qu'il ne s'agisse d'une tradition sociale-religieuse, s'opposant à notre modernité, qui contient aussi les luttes – passées, présentes et à venir – contre le patriarcat, dans un contexte marqué idéologiquement par une «guerre des civilisations» visant à transfigurer et oblitérer d'autres guerres et menaces, sociales, économiques, pour la domination du monde et l'appropriation de ses richesses.

- Cette double figuration rencontre les éléments éminemment contradictoires de la modernité, et non son unilatéralité, qui sont au cœur du combat politique pour l'émancipation (égalité économique, politique, libération sociale, autonomie des individus, écologie...) dans lequel la place de ce prolétariat immigré et la figure des étrangers, sont inscrites comme l'un de ses enjeux et de ses axes majeurs, combat politique s'articulant lui-même à une raison critique, elle-même ouverte à un «partage du sensible» (Rancière), champ toujours

conflictuel de significations, d'expériences, de manières d'être, de sentiments, qui nourrit cette raison critique en même temps qu'il constitue la matière première des contenus religieux... ou poétiques... ou révolutionnaires.

- Les religions, et le catholicisme en témoigne, ont tour à tour été du côté de la résistance aux valeurs productives et du côté de l'oppression en s'y adaptant, en l'accompagnant, en la légitimant. «Opium» nous dit Marx, mais aussi «arôme naturel de ce monde». Ces dilemmes sont «aujourd'hui à l'œuvre, sous nos yeux, dans d'autres religions – l'intégrisme n'étant que la forme dévoyée que prend la résistance à la mondialisation du capital» [4], en précisant que cette résistance ne veut pas dire ici opposition frontale sur des contenus anticapitalistes. Ni égalitaire, ni émancipatrice cette résistance intégriste se situe dans le processus contingent d'une adaptation conflictuelle et problématique à cette mondialisation et d'une bataille pour gagner une influence dans des espaces de richesses et dans les découpages du pouvoir politique globalisé.

Reconnaître la religion comme autre chose qu'un simple ramassis d'idées «fausses» qu'il s'agirait de remplacer par des idées «justes» ou «vraies», ce n'est pas accepter la ou les religions dans une sorte de fatalisme ou neutralisme sociologisant. C'est «simplement» reconnaître leurs caractères excessivement

complexes et non détachables des conditions générales dans lesquelles elles trouvent le terreau, la lumière et l'eau pour croître, se reproduire, éventuellement évoluer et s'adapter à ce réel matériel, terrestre, profane dont elles sont issues et avec lequel elles entretiennent des rapports pour le moins dialectiques d'influence réciproque. Bref, qu'il ne peut y avoir de critique de la religion qui ne soit pas en même temps une critique du monde dans lequel et par lequel elle s'épanouit. Et que cette complexité, ses dimensions culturelles qui plongent leur racines dans les traditions d'un imaginaire aussi ancestral que familier rendent vain toute intervention extérieure et superficielle qui ne prendrait pas appui sur les capacités des intéressés à se défaire eux-mêmes des chaînes qui les entravent, d'inventer eux-mêmes leurs propres processus de déconstruction et d'émancipation.

[Fin de la 1ère partie]

J.-F, Février 2010

[4] Jean-Claude Bailly, *Adieu, Essai sur la mort des dieux*, éditions de l'Aube, 1993

Chronique poitevine (suite et pas fin !)

Quelques jours à peine après le procès en appel d'une militante où les accusations proférées par la BAC ont volé en éclats, un nouvel épisode de la série « montages policiers contre des jeunes » auxquels il n'est pas pardonné d'avoir animé la grève étudiante de l'hiver dernier s'est produit. Dans la nuit du 25 au 26 janvier, l'un d'eux s'est fait une nouvelle fois interpellé par des policiers l'accusant d'avoir « volé »... puis juste « déplacé » une publicité ! Au matin de sa garde à vue, il a appris qu'il avait été arrêté... en flagrant délit... ailleurs que là où il l'a été, et qu'il était poursuivi pour « vol d'affiche publicitaire et dégradation ».

Le 6 février, à la fin d'une manifestation qui avait réuni 300 personnes pour dénoncer les pratiques scandaleuses de la préfecture à l'encontre des sans-papiers, six jeunes ont été interpellés alors qu'aucun « incident » ne s'était déroulé. Comme à Nantes, la police avait encadré de très près les anarchistes et assimilés, tout le long du cortège. Ces provocations ne sont pas passées inaperçues puisque, le lundi suivant, un large rassemblement de protestation a eu lieu devant le palais de justice. Alors que les organisations de gauche réclamaient de sa part une prise de position en faveur de la liberté de manifester et contre les agissements policiers, le maire socialiste de la ville, Claeys, s'est fendu d'un communiqué de soutien aux forces de l'ordre, réitérant sa volonté d'en finir avec les voyous et autres trublions. Il y a, en outre, déclaré qu'il faisait confiance au gouvernement pour aborder sereinement la question de la garde à vue ! Après Besson, il y aura bientôt une place pour lui comme ministrucule de quelque machin. Sa déclaration a suscité une vive réaction du Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux dans un texte qu'ont également signé, entre autres, les Verts. Ces derniers ont alors été sommés par l'autocrate socialiste de retirer cette signature sous peine de se voir retirer leur délégation au conseil municipal ! Ce qu'ils ont refusé. Pendant ce temps, deux autres militantes accusées de refus de prise d'ADN ont été relaxées, les peines de cinq des inculpés du 10 octobre confirmées...

Les menées de la police ainsi que des tribunaux ont un objectif éminemment politique : faire peur à tous ceux et celles qui auraient la velléité de contester l'ordre établi et les réformes en cours, en particulier dans les lycées ; s'en prendre à des militants révolutionnaires (anarchistes entre autres) qui, malgré cet acharnement et ces intimidations, continuent à parler et agir.

Le comité antirépression de Poitiers est résolu à participer à l'échec de la stratégie de la peur et à aider à s'exprimer toutes les formes de contestation politique, comme à y prendre part. A cette fin, il a rédigé un texte présentant sa conception de l'antirépression (voir encart) – à débattre, à Poitiers et ailleurs.

OCL-Poitou

Présentation du Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux

Le Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux est né en réaction à la répression qui s'est abattue contre les jeunes participant aux mouvements lycéens et étudiants de ces dernières années – plus particulièrement depuis l'hiver 2009, pour ce qui est des interpellations, des gardes à vue et des procès. En ce sens, il n'y a pas un avant et un après-10 octobre 2009. Devant l'acharnement montré par la police et les tribunaux à l'égard de cette jeunesse parce qu'elle était politisée et active, il s'est agi pour le comité antirépression de les sortir de leur isolement, les « désenclaver » en quelque sorte, en leur montrant une solidarité active.

L'objectif du comité a été d'entrée d'élargir cette solidarité à tous les acteurs et actrices des mouvements sociaux en butte à la répression, en les soutenant non seulement face à celle-ci mais aussi dans leurs luttes mêmes. Le comité ne se cantonne donc pas à une attitude défensive : il entend avoir une démarche offensive en favorisant le développement des luttes sociales par leur mise en rapport et la recherche de leur conjonction.

Notre analyse de la répression

- La répression actuelle n'est pas spécifiquement poitevine, mais se développe partout à l'échelle mondiale. C'est pourquoi la politique sécuritaire française doit être replacée dans le contexte européen – il s'agit d'une mise en conformité avec les normes répressives en vigueur dans la « forteresse Europe ».

- Elle correspond à une offensive généralisée des classes dominantes contre les classes populaires, pour favoriser une phase d'expansion du capitalisme et profiter de la relative faiblesse des mouvements sociaux. Le comité considère donc la « violence » pointée par les gouvernants pour exercer une répression comme devant être replacée dans le contexte d'une société aux rapports entre les classes eux-mêmes très violents : la violence est d'abord celle des rapports sociaux existants.

L'expérience de l'année 2008-2009 a montré, en France, que des mouvements sociaux pouvaient être puissants, mais ne pas parvenir pour autant à s'unifier en dépassant l'inertie des séries de journées d'action sans perspectives. Et si les forces de l'ordre se permettent aujourd'hui d'intervenir dans les manifestations pour y photographier, interpellé et provoquer de diverses manières les personnes qu'elles ont dans le collimateur, c'est bien parce que le rapport de forces joue en leur faveur : il

y a quelques décennies, elles n'auraient pu procéder de telle manière. Le comité s'inscrit donc comme partie prenante, à sa modeste échelle, dans les tentatives faites pour inverser ce rapport de forces, dans une optique anticapitaliste ; il cherche à favoriser une dynamique sociale contribuant à une jonction entre les différentes luttes menées sur Poitiers et sa région, à partir de la répression exercée contre elles (ainsi y a-t-il eu ces derniers mois plusieurs démarches communes au comité et aux sans-papiers ainsi qu'aux associations les soutenant). Car seule la création d'un rapport de forces favorable peut permettre de gagner dans une lutte, ou du moins déjà de faire reculer le pouvoir (par exemple, l'organisation de rassemblements, la diffusion d'informations à travers tracts ou affiches, bref une activité militante suivie pour dénoncer un montage policier dans une inculpation peut obliger la « justice » à en admettre la réalité).

- La répression aux multiples facettes qui s'exerce aujourd'hui dans l'hexagone ne peut en aucun cas être analysée comme une « dérive » par rapport à une situation antérieure « normale ». Cela fait de nombreuses décennies que, de loi d'exception en loi d'exception, d'extension en extension de la législation répressive, les gouvernements qui se sont succédé ont accompagné, chacun à leur manière, les offensives patronales pour « restructurer l'économie » (c'est-à-dire baisser le prix de la main-d'œuvre) et prévenir les velléités de révolte susceptibles d'en découler (les différentes réformes de l'enseignement allant elles aussi dans ce sens). De même, l'action policière actuelle est à dénoncer non comme une « dérive » ponctuelle, mais comme s'inscrivant dans une logique coercitive d'envergure.

- Elle est essentiellement préventive : il s'agit de faire peur, de dissuader les jeunes mais aussi plus largement tous les salariés, les chômeurs, etc., de se politiser et d'agir. On assiste à une remise en cause de plus en plus évidente de la liberté d'opinion – le délit d'opinion venant s'ajouter à tous les moyens d'action aujourd'hui laissés à la libre disposition des forces de l'ordre. D'une part, la police anticipe, sans attendre qu'un quelconque fait ait justifié son intervention, en s'en prenant avec de moins en moins de retenue aux personnes qui, par leurs idées ou leur style de vie, refusent l'ordre établi. D'autre part, le pouvoir prépare sans cesse de nouveaux dispositifs législatifs visant à empêcher toute occupation du ter-

rain politique par des mouvements contestataires radicaux. C'est pourquoi le comité estime avoir un rôle de solidarité mais aussi de politisation à jouer, en ce qu'il peut par ses interventions susciter des débats et aider à une réflexion dépassant le cadre de l'antirépression au sens strict.

La structure du comité

Le Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux est composé d'individus et soutenu par les associations, les partis ou les syndicats qui le désirent. Cette structuration basiste est fondamentale car si le comité devenait un jour un enjeu pour certaines structures organisationnelles, quelles qu'elles soient, et finissait par n'être plus qu'un cartel d'organisations il serait dévoyé de son objectif originel et perdrait toute efficacité et dynamique. C'est sa base individuelle qui en fait la vie et en crée la dynamique, par sa pratique ; et cette dynamique qui fait que depuis plusieurs mois des structures associatives, partidaires ou syndicales se sont déclarées soutien du comité et ont contribué à élargir la solidarité. Mais nous gardons à l'esprit que des préoccupations électorales aussi bien que la position d'opposants à un pouvoir de droite peuvent jouer dans le relatif « succès » du comité aujourd'hui – succès dont nous nous réjouissons. Quoi qu'il en soit, la démarche du comité n'est pas d'aller à la pêche aux signatures, et, de même, il n'amendera pas les principes de base qu'il défend pour en obtenir davantage.

Ses positionnements de base

- Le comité défend tous les acteurs et actrices des mouvements sociaux contre la répression menée à leur rencontre, sans opérer de tri entre les « bons » et les « mauvais » en fonction de leur culpabilité ou de leur innocence supposée. Ce positionnement ne signifie pas l'absence de critiques à l'égard des actions menées, et moins encore une adhésion obligatoire ou obligée à elles ; en revanche, le comité manifeste sa solidarité envers toutes et tous face à la répression ; nous les soutenons contre ce que l'appareil d'Etat leur fait, pas pour ce qu'ils et elles ont ou n'ont pas fait.

- Le comité dénonce les manœuvres du pouvoir visant à criminaliser tour à tour des fractions de la population – les jeunes, les libertaires, les marginaux... – en les étiquetant aujourd'hui « extrémistes », « anarchistes » ou « anarcho-autonomes », et demain autrement ; et il n'aura de cesse de rappeler que les politiques répressives, une fois installées par un pouvoir quel qu'il soit, peuvent s'exercer contre n'importe qui.

L'insurrection et alors ?

*«Concevoir la destruction de l'Etat comme lutte armée contre la police et les forces militaires, c'est prendre la partie pour le tout» (Gilles Dauvé)
«Si alors on veut donner à la propriété privée le coup de grâce, il ne faut pas l'attaquer seulement en tant que condition objective, mais en tant qu'activité, en tant que travail... Le travail est de par sa nature activité non libre, inhumaine, a-sociale conditionnée par la propriété privée et créatrice de la propriété privée... Une «organisation du travail» est en cela une contradiction. La meilleure organisation du travail que le travail peut avoir c'est l'organisation actuelle, la libre concurrence, la dissolution de toutes les précédentes organisations apparemment «sociales» du travail.» (Marx, Notes sur Friedrich List, 1845)*

Cet article n'est pas un réquisitoire contre la pratique de l'insurrection ou des black blocs. Il essaye simplement d'apporter des cartouches à celles et ceux qui veulent attiser la colère des mouvements sociaux. Il ne s'agit pas, non plus, de défendre les théoriciens ou les caporaux ratés de la «massification» des luttes sociales. Qu'un mouvement de transformation sociale s'étende et s'intensifie par une phase de violence n'a rien de choquant, n'en déplaise aux admirateurs de l'idéologie du pacifisme intégral - libre à eux de désarmer «pacifiquement» les forces de la répression et les milices paramilitaires. Pourtant, il vient un moment où ces actions insurrectionnelles deviennent la seule rai-

son d'être du mouvement social. Surtout, si celui-ci ne se met pas en marche pour transformer immédiatement les rapports sociaux et les rapports de productions. Dans cette situation, la question du travail et du salariat, ainsi que la destruction de l'état reste fondamentale.

Analyser la société

Un des points les plus problématiques dans l'analyse développée par certains groupes qui souhaite l'insurrection par la barricade, c'est la disparition de la classe ouvrière et plus largement des travailleurs. Les prolétaires sont pourtant là avec leurs

idées, leurs rêves et leurs revendications. Ils ne sont pas sortis de l'histoire, mais ils font toujours partie de celle-ci. Cette fameuse classe ouvrière existe bien et elle est -toujours- à la recherche des moyens de sa survie. Loin d'être homogène (différence d'âge, de qualification, de situation géographique, de sexe etc.), les contradictions et les conflits qui la traversent ne sont pas abstraits (racisme, sexisme, etc.). Mais, cela ne semble pas effleurer les partisans de l'idéal mystique de «l'insurrection parfaite». Malheureusement pour eux, le travail, les ouvriers et les paysans restent des données fondamentales de nos sociétés. Comme le souligne Gilles Dauvé et Karl Nestic, dans la société française, bien que les ouvriers ne regroupent (selon les catégories officielles) qu'un quart de la population active et sont dépassés par les employés, les ouvriers à 80% masculins épousent fréquemment des employées. 40% des enfants vivent dans une famille où l'un des deux parents est ouvrier. Les ouvriers «tertiarisés», les salariés d'exécutions, composent plus de la moitié de la population active de la France (1). De plus, pour le travailleur, il s'agit toujours de se vendre lui-même partout et tout le temps. Et pour l'instant, les salariés ne sont pas devenus, malgré les derniers conflits sociaux, des «prolétaires radicaux». Ils n'ont pas tous dans la tête l'idée de transformer le monde. La décomposition, des organisations ouvrières, n'a pas amené l'autonomie ouvrière et il ne suffit pas de planter des barricades au milieu de la rue pour changer la société. Mais, il faut des «barricades» installées par un mouvement social pour ne pas sortir du cadre de la réalité et rentrer dans la marginalité romantique. Sans une volonté de transformation sociale, d'abolition du travail et de destruction du salariat, «l'insurrectionnisme» devient un avant-gardisme de plus. La pratique de l'insurrection permanente, de quelques personnes, n'est pas «la réponse» qui provoquera le déclic et la prise de conscience. Il n'y a pas de nouveau sujet révolutionnaire, ni une voie pour la révolution. Seul l'émancipation des salariés, de leur propre condition, rendra une révolution communiste possible.

Avoir un regard sur l'échec du mouvement ouvrier et la question du travail

Contrairement aux légendes colportées par de nombreux historiens et sociologues, les travailleurs n'aiment pas le travail productif et les cadences imposées (2). Bien sûr,



le rôle du travailleur reste contradictoire, car le travail permet d'exprimer ses capacités et il a une valeur sociale (culturelle, liens sociales, etc.). Mais, s'il est vrai que chez les ouvriers la revendication du travail a toujours été fréquente, celle de moins travailler aussi. Ainsi, les canuts (1830-1834) ou les insurgés français de 1848 se révoltent afin de survivre, non pour le « dieu travail » ou pour la production dans une société future. Dans la Russie de 1917, les ouvriers ne manifestent que peu de désir à produire, voir détruisent l'outil de travail. Comme nous l'explique Trotsky, l'homme est paresseux par nature et doit être « contraint » -évidemment par tous les moyens possibles- au travail. Au finale, le « capitalisme ouvrier » russe est resté un cadavre monstrueux. Lors des « grandes expériences d'autogestion espagnole », les ouvriers ont ralenti la production ou désertés l'usine. Vivre dans un lieu infernal, abrutie par des chefs, tout en étant mal payé, n'a jamais fait rêver personne ! Sauf certains chefs de la CNT espagnol de 1936 ou les chefs du Parti Communiste français. En effet, une partie des anarchistes et des bureaucrates des Partis -dits- communistes ont toujours rêvé au « bien-être » des ouvriers, mais avec et dans les lieux de travail construits par les bourgeois et les aristocrates. Ces lieux ne servent qu'à extraire la production (et la plus-valus) et non pas à la stopper -sinon l'usine tombe en ruine.

En 1940, il faut la menace de la guerre et la répression pour remettre les ouvriers français de 1936 au travail, dans les usines d'un patronat qui joue sur tous les tableaux (alliance avec L. Blum, soutient à Hitler). Les organisations liées au capitalisme (syndicats et partis) n'ont jamais voulue d'une « démocratie totale », de peur que les ouvriers désertent les usines et élargissent leurs revendications au monde extérieur. Il n'est jamais sûr que, si les ouvriers prennent la parole, leurs désires soit de faire tourner les usines ou de travailler comme avant. Il ne faut pas oublier que les ouvriers insurgés du XX^e siècle sont le plus souvent des paysans qui aspirent à vivre sans entraves (sans lois, sans officiers, sans propriétaires fonciers) (3). Des paysans qui accordent une valeur seulement à la terre et non à l'argent. Le capitalisme s'est montré incompatible, à long terme, avec la petite paysannerie (la terre entrave la mise en concurrence de la main d'œuvre) (4). Dans le même temps, ces « ouvriers-paysans » et ces « paysans », à l'origine des grandes révolutions Europe et ailleurs (1905, 1917, etc...), n'ont jamais réussi une transformation communiste de l'ensemble de la société. Ils ont pris les armes, ainsi que le pouvoir, mais ont -le plus souvent- laissé celui-ci entre les mains de « chefs spécialistes » de la « chose publique ». Bien sûr, l'échec des mouvements ouvriers et pay-

sans (du XIX^e et du XX^e siècle) ne signifie pas forcément l'échec du communisme dans l'avenir. L'insurrection d'une partie de la population est une possibilité qui affectera toujours l'esprit de la bourgeoisie ou des bureaucrates (le PC chinois ne survit que parce qu'il a réussi à nourrir une partie importante de la population chinoise. Des Chinois qui mourraient de faim sous les empereurs, massacrés par millions durant la révolte des Taipings de 1851) (5).

Ouvrir (ou créer ?) des brèches dans ce monde en crise

Les théories de l'histoire et de l'économie ne servent à rien, sinon à se rassurer. L'histoire suit un cours irrationnelle (tout comme l'économie ?). Personne ne peut prédire l'avenir ou contrôler l'histoire. Ainsi, les révolutionnaires et les bourgeois sont soumis aux mêmes problèmes insolubles. La crise que nous vivons en ce moment est une crise de la mondialisation du capitalisme. Une crise, à la fois « traditionnelle », liée à une crise plus profonde : une crise de « civilisation » (6). La dynamique du capitalisme se détraque et fissure les sociétés qui sont au cœur du système d'exploitation économique (7). La mise en concurrence générale de la main d'œuvre et la « financiarisation » de l'économie ne sont pas des signes de bonne santé du capitalisme, mais une fuite en avant du système. A cause de cette restructuration du Capital les travailleurs voient leur conditions se durcir. Dans ce contexte, un processus insurrectionnel peut -ou non- s'y développer plus facilement. Mais, sans un arrêt de la production, le feu risque de s'éteindre très vite du faite de la lassitude et des moyens énormes que peuvent déployer les états capitalistes. Il est donc nécessaire que cette insurrection, quelle que soit sa forme, gangrène la production du capital par des grèves massives afin d'affaiblir les tentatives de répressions. L'insurrection n'est qu'un moment -rapide- destiné à permettre à la société de s'établir sur de nouvelles bases, afin d'en finir avec le salariat, ce rapport social qui structure notre société. En effet, les bourgeois et les dictateurs ne lâcheront pas le pouvoir, ainsi que leur porte monnaie, sans se défendre. Il ne suffit pas d'avoir simplement la rage pour renverser l'ordre social. Il faut saboter cette société, son armée, sa police, ses banques, ses usines et non pas se les ré-approprier.

Au delà de l'insurrection, notre capacité de réaction, de création, d'initiative et de solidarité, restera notre meilleure arme face aux classes dirigeantes.

Vincent (Strasbourg)



(1) : Tiré et résumé de l'article de Gilles Dauvé et Karl Nestic, *Prolétaire et travail : une histoire d'amour ?*, <http://troploin0.free.fr/ii/>

(2) : Tiré et résumé de l'article de Gilles Dauvé, *Quand meurent les insurrections...*, idem.

(3) : La liste des livres traitant le sujet est trop longue sur cette question. On peut citer pour l'exemple russe : les historiens Marc Ferro ou Nicolas Werth. Le livre d'Ida Mett sur les paysans russes (aux éditions Spartacus) mérite le détour.

(4) : Voir le livre d'Isaac Johsua, *Une trajectoire du capital*, aux éditions Syllepse.

(5) : Voir le livre de Jacques Reclus, *la révolte des Taiping (1851-1864)*, éditions L'insomniaque

(6) : Tiré et résumé de l'article, *sur une crise advenue*, <http://troploin0.free.fr/ii/>

(7) : Voir le livre de Pierre Souyri, *La dynamique du capitalisme au XX^e siècle*, éditions Payot (non réédité depuis 1983) et en complément les livres II et III du *Capital* de Karl Marx (réédités chez Folio).



Qui croira à une coïncidence ?

Un sans-papiers, de nationalité chinoise, a été arrêté par la police à Vezin-le-Coquet en Ille et Vilaine le 26 janvier. Ce père de jumeaux de trois ans n'était déclaré nulle part dans ce département. Il avait fait plusieurs demandes d'asile toutes rejetées, à des centaines de kilomètres de là, dans les Ardennes. Ayant trouvé un refuge précaire dans cette proche banlieue rennaise, il avait inscrit ses deux enfants à l'école maternelle de cette bourgade à la rentrée des vacances de Noël. La directrice de cette école avait alors entré les coordonnées de cette famille monoparentale dans le fichier base élèves... Lors de l'audience au tribunal administratif de Rennes le 1^{er} février, la préfecture a affirmé qu'il «n'existe aucun lien entre ce fichier et les renseignements que peuvent obtenir les policiers. Personne ne peut se servir de cette base. Elle est interne à l'école». Or, les renseignements entrés dans Base élèves sont accessibles au niveau de l'inspection académique et les échanges d'informations sont

fréquents entre les préfectures et les inspections académiques. D'ailleurs, l'institutrice de l'école maternelle où sont scolarisés les deux enfants, a déclaré à l'audience : «Je ne me prononce pas sur le lien qui existe entre ce fichier et l'arrestation de ce monsieur. Par contre, la veille de son arrestation, l'inspection nous a appelés pour nous demander si l'adresse de ce monsieur était bien exacte... C'est troublant». Quant au préfet, qui n'a toujours pas pu arrêter la mère qui ne vit plus sous le même toit depuis des mois, il a déclaré sans rire: «Elle se maintient en situation irrégulière, sans se manifester. Nous ne savons pas où elle est». Hé oui, Base élèves n'avait pas son adresse ! Rappelons qu'en septembre 2004, une mère de nationalité congolaise avait été arrêtée après avoir été localisée grâce à un avis de recherche d'enfant «dans l'intérêt des personnes concernées» lancé dans les écoles via l'inspection académique. Avec Base élèves, il suffirait maintenant de quelques clics !

Une autre lutte dans l'éducation ?

L'équipe du Lycée Autogéré de Paris lance un appel pour que les profs de lycée refusent de remplir les dossiers électroniques des élèves de terminale afin que l'administration gère leur orientation dans l'enseignement supérieur. «Depuis l'année dernière se met en place un nouveau fichier informatique d'admission post bac (APB). Même si cette procédure n'est pas encore obligatoire cette année, chaque professeur se doit de saisir une note, une appréciation et un classement pour chacun de ses élèves. Ces

informations sont centralisées sur le net de façon à pouvoir être accessibles.

Ainsi le fichage informatisé, initié dès le primaire avec Base élèves, continué dans le secondaire avec «Sconet», va s'étendre jusqu'à l'université. Cette étape vient remettre en cause le droit d'entrer dans l'université et dans la filière de son choix. Cette procédure permet d'accroître une sélection qui n'est déjà que trop présente dans le système éducatif...»

www.stopapb.com

Où en est la lutte contre Base élèves ?

Comme nous vous l'annoncions le mois dernier, les collectifs départementaux opposés au fichage des enfants se sont retrouvés les 23 et 24 janvier à Bobigny (région parisienne) pour une troisième rencontre nationale. Le collectif national a fixé au samedi 27 mars (où les écoles ... sont fermées !) une journée nationale d'action contre le fichage des enfants et au 19 mai un nouveau dépôt de plaintes collectives de parents d'élèves devant différents tribunaux de grande instance. Mais, il semble bien que cette lutte marque le pas sur le terrain où les 200 directeurs et directrices d'école refusant concrètement de renseigner cette base sont bien isolés ! La répression ou les menaces de l'administration vis-à-vis des récalcitrants, le fait que certains renseignements clairement tendancieux (nationalité, suivi médical,

absentéisme...) ne soient plus collectés dans cette base a contribué au déplacement de cette lutte de terrain vers le juridique et l'institutionnel (parlementaires, convention internationale des Droits de l'Enfant de l'ONU) très loin des écoles ! Et pourtant, l'affaire de l'Ille et Vilaine décrite plus haute devrait y apporter du grain à moudre...

Néanmoins, le Collectif National de Résistance à Base élèves vient d'adresser une lettre aux enseignants. Il demande que le dossier de chaque élève ne quitte pas le niveau local, que les écoles ne transmettent que des données chiffrées. Le CNRB demande, bien évidemment, l'abandon de Base élèves, de la Base Nationale des Identifiants Elèves-étudiants (BNIE) et la destruction des données irrégulièrement collectées. Site : retraitbaseeleves.wordpress.com

Anfass : une organisation de renseignements vous tient à l'œil

«Devant l'augmentation de la délinquance (...), devant les risques (...) de terrorisme, l'Association Fraternelle des Anciens des Services de Sécurité (Anfass) a créé une réserve citoyenne.

Voilà un an et demi que s'est créée l'Anfass, rassemblant des personnes de nationalité française dont «la mission est de participer à la défense, à la sécurité et à la justice de la France». Avec au premier rang de ses préoccupations la délinquance et le «terrorisme d'Al qaida (sic) et de l'ETA».

La plupart des personnes qui sont membres de l'Anfass sont des anciens combattants, des anciens militaires des services spéciaux et des renseignements, des policiers, des magistrats... Bref des gens du métier. Cela dit, quiconque peut postuler mais devra tout de même montrer «patte blanche». En effet, une enquête sera menée et un casier judiciaire vierge sera demandé. Avec son siège social situé à Limoges, l'Anfass a pour ambition d'ouvrir une délégation dans chaque département. A l'heure actuelle, plus d'un tiers existe dont une délégation située à Urt (Pyrennées atlantiques). L'asso-

ciation tient tout de même à préciser qu'elle ne met pas en place une milice «car nous ne sommes pas armés» selon Mme Tarraso membre de l'association. Il s'agit d'un réseau d'information, basé sur l'observation. Les personnes adhérentes «participent à la défense de la Nation, à la prévention des conflits et à la protection de la population». Chaque délégué départemental est la personne vers laquelle sont rapatriées les informations et elle est la seule habilitée à entrer en contact avec les Services Officiels (gendarmerie, police, RG...). Le délégué est aussi entouré d'avocats, magistrats et autres conseillers.

L'Anfass se veut «une des réponses au problème de la délinquance», qui fait appel à l'esprit civique. L'association se pose dans un «rôle préventif», en s'appuyant sur «la vigilance». Si elle se développe, peut-être aurez-vous la chance d'être «sauvé» par un voisin de l'Anfass...

(tiré d'un article de Sébastien Soumagnas du Journal du Pays Basque)

(tiré d'un article de Sébastien Soumagnas du Journal du Pays Basque)

Annulation des trois derniers pseudo-débats sur les nanotechnologies

La Commission Nationale du Débat Public (CNDP) a annulé ses dernières représentations sur les nanotechnologies prévues en février à Montpellier, Nantes et Paris. Malgré les 2,5 millions d'euro fournis par le ministère de l'écologie pour cette tournée publicitaire, des centaines de réfractaires ont fait annuler ou ridiculiser les pseudo-débats organisés à Grenoble, Lille, Rennes, Caen, Lyon, Marseille, ... C'est un échec sans précédent de cette

commission gouvernementale ! La dernière soirée qui est prévue à Paris le 23 février devrait se dérouler en présence d'un public trié sur le volet et sommé de présenter ses papiers. Après avoir inventé le débat public sans public, l'obligation pour les participants de signer un engagement à ne pas perturber la réunion, puis le débat virtuel, la CNDP inaugure la réunion publique privée ! Informations sur www.nanomonde.org

L'Etat ne nous surveille plus, il nous protège !

Le projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (dite LOPPPSI 2, en référence à la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure de 2002) a été votée par l'Assemblée Nationale le 16 février. Il devrait être examiné par le Sénat en avril...

Ce texte ne date pas d'hier puisqu'il a été déposé en mai 2009. Mais depuis, un tas d'amendements sécuritaires ont été ajoutés, dans une période d'élections régionales et d'augmentation de la crise vécue par la population. C'est ainsi que ce texte prévoit, entre autres, l'instauration d'un couvre-feu pour les mineurs, la mise en place d'un dispositif de «cybersécurité» avec la création d'un «super-fichier» obtenu grâce aux croisements de tous les fichiers de police et de gendarmerie (Stic, Judex, ...) et le développement de la vidéo-surveillance.

La vidéosurveillance est la clef de voûte de la stratégie électorale du sarkozysme, le Parti Socialiste lui emboitant le pas. En effet, les municipalités PS implantent aujourd'hui, «sans aucun scrupule» (dixit le député PS, un certain Pupponi du Val d'Oise) des caméras. Leur nombre (actuellement 20 000) va être ainsi multiplié par trois. Les députés ont approuvé le principe de l'extension de la «vidéo protection» sur la voie publique à des personnes morales de droit privé. Car le problème pour les collectivités locales est le coût d'investissement (qui devrait être financé en partie par l'Etat) et surtout le coût pour conserver le matériel opérationnel. C'est ainsi que certaines municipalités sont

encore réticentes, non pas pour des questions de fond, mais pour une question de fric. Pour balayer ce pouvoir local, l'Etat pourra dorénavant imposer aux maires l'installation de caméras dans trois cas : Prévention d'actes de terrorisme, protection des abords de points d'importance vitale comme les sites nucléaires et protection des intérêts fondamentaux de la nation. C'est ainsi qu'«en cas de refus ou d'abstention du conseil municipal ou si le représentant de l'Etat dans le département, ou à Paris le préfet de police, estime que le projet de la commune méconnaît une nécessité impérieuse de sécurité publique, le représentant de l'Etat dans le département, ou à Paris le préfet de police, installe le dispositif qu'il estime approprié»...

De plus, le préfet peut prendre la décision d'installer des caméras à titre provisoire et sans réunir la commission départementale de vidéosurveillance lorsqu'il est confronté à une manifestation ou à un rassemblement de grande ampleur présentant des risques pour l'ordre public. A noter que cela se fait déjà depuis belle lurette puisque la plupart des manifestations sont filmées de A à Z par des caméras installées sur des drones ou aux fenêtres d'immeubles bien situées quand ce n'est pas directement au sein même des manifestations. Un autre amendement peut faire sourire : «Dans tous les textes législatifs et réglementaires, le mot «vidéosurveillance» est remplacé par le mot «vidéo protection». Cà, c'est de la «communication Big Brotherienne» !

Contre le fichage en psychiatrie

L'association DELIS-Santé mentale (droits et libertés face à l'informatisation de la société) Rhône Alpes organise à Lyon une journée sur le fichage en psychiatrie le samedi 29 mai 2010.

«Le recueil des données de santé (recueil de l'information médicale, dossiers médicaux et futur dossier médical personnel - DMP) ne peut plus être considéré comme une pratique purement technique et neutre, au bénéfice du suivi des patients et du calcul des tarifications des prestations de soins. En psychiatrie tout particulièrement, ce recueil nominatif concerne des données sensibles (diagnostics, modalités d'hospitalisation...), qui s'accumulent dans les établissements de santé et les

départements d'information médicale.

Beaucoup de soignants s'inquiètent de ce recueil obligatoire qu'ils doivent effectuer maintenant depuis 2007 sur tout le territoire pour chaque personne, enfant ou adulte, consultant en psychiatrie...

Que pouvons-nous faire ? Quels moyens d'action sont possibles et quelles sont leurs conséquences (refuser de «coder» par exemple) ?

Pouvons-nous mobiliser les professionnels, les usagers et leurs associations ?

Autant de questions qui seront débattues le samedi 29 mai à Lyon (Bourse du travail, à confirmer)

Contact : delis.sgdg.org

Courant Alternatif sera au

SALON DU LIVRE LIBERTAIRE 8-9 mai 2010

Espace d'animation des Blancs Manteaux (Paris IV^e)

Entrée à prix libre 01 48 05 34 08

salon-livre-libertaire@wanadoo.fr



Quand un projet boit le bouillon

Bilan d'un projet d'alternative à la grande distribution, dans le bassin de Longwy.

En juin 2008, une vingtaine de personnes se réunissait dans un but commun : «Créer une alternative à la grande distribution par la constitution d'une AMAP ou d'un Groupe d'achats ou tout autre structure répondant à des buts alimentaires sains et autonomes».

Intention louable par ces temps obscurs où le capitalisme s'arrache le marché juteux de l'écologie, l'environnement, où les grands distributeurs, pas moins capitalistes, s'adonnent au marché rentable du «bio».

Cette vingtaine de personnes venaient de tous horizons, militants politiques (PC, Front de Gauche, Gauche Solidaire, NPA, Vert, Ecolo, ATTAC France, ATTAC Luxembourg), syndicaux (CGT), d'associations diverses luttant pour un «mieux vivre» et moins de pollution, inconditionnels du «bio», des personnes militant nulle part, ayant raz le bol des grandes surfaces et de se faire avoir à la caisse, où finalement la vie n'est vraiment pas si belle ni pour les salarié(e)s, ni pour les consommateurs.

Chacun, chacune connaissant un(e) producteur(trice) susceptible de garnir nos assiettes sans intrant chimique ou très peu, dans le respect de la production animale, de la nature, etc.

Chacun, chacune voulant devenir consomm'acteur et ne plus être un simple consommateur subissant les aléas de la Bourse, la spéculation sur l'alimentation, les humeurs des PDG et actionnaires des circuits alimentaires, etc.

A noter toutefois que certains tenants du tout «bio» parcouraient des kilomètres pour se fournir en tout «bio», ou à se fournir en super-hyper marché aux rayons «bio», notamment pour les fruits et légumes. Et pour la petite anecdote, qui en dit long puisqu'il était question de leur survie, de la longévité de leur production et du remboursement de la dette pour leurs installations, le seul producteur «certifié bio» présent à ces réunions qui, refusant de faire partie d'un listing de bio non certifié, n'hésitait pas à vendre sa marchandise dans les supérettes franchisées du coin.

Produire comment ? Pourquoi ? Pour qui ?

Aussi étrange que cela est, jamais personne ne s'est posé les questions suivantes : produire comment ? Produire pourquoi ?

Produire pour qui ? Qui sous tend la question de consommer comment, pourquoi ? Questions nécessaires dans la pensée paysanne d'aujourd'hui et aussi dans celui qui consomme. Jamais personne ne s'est vraiment intéressée aux conditions de travail des salariés de l'agriculture de France et d'ailleurs concernant le mode de production agricole industrielle dit «conventionnel» ou dit «bio». Leur seule affirmation : «je ne veux plus manger de produits chimiques», j'ajoute : comme tout le monde. L'être humain a ses contradictions qui dénote une certaine démarche individuelle et individualiste.

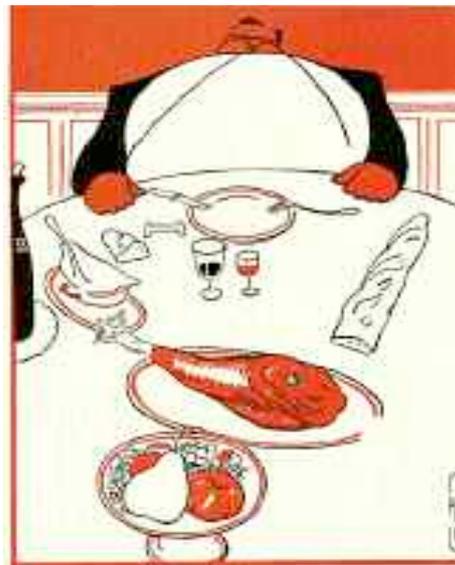
Un comité de pilotage se mit en place afin de contacter les producteurs et de donner une suite concrète.

Je ne raconterai pas les longs débats et claquages de porte sur : «Faut-il du 100 % bio ou pas», «Accepte-t-on des producteurs non certifiés bio et qui n'utilisent pas la chimie», etc. Notre bassin de Longwy étant dépourvu de maraîchage sur 40 à 50 km à la ronde (la Meuse n'étant pas une région de maraîchage) nous nous retrouvions sans légumes et ne pouvions avoir la dénomination d'AMAP au sens premier. Certains émirent la solution de se pourvoir à Rungis, ce qui fût refusé.

Le but était aussi d'amener les producteurs utilisant à minima les intrants chimiques à changer leur manière de cultiver ou d'élever et de les amener petit à petit à une conversion vers le bio ; d'aider des jeunes exploitants à s'installer et à trouver des ouvertures de vente.

Certains producteurs refusèrent de participer, leur production saisonnière leur suffisant ; d'autres furent éliminés parce que ne correspondant pas aux critères notamment leur façon de faire brouter leur élevage n'était pas à 100 % sans intrant.

On chercha un local correspondant à nos intentions : «Faire que la population la plus démunie puisse s'alimenter sans aller se ravitailler au discount, retrouver le goût des aliments, «réapprendre» à cuisiner au lieu d'acheter des plats préparés». A Longwy, il existe un Centre Social situé dans un quartier plutôt pauvre, qui organise dans le cadre de ses activités des «après midi cuisine» où



les habitants du quartier proposent des recettes de leur pays et des «repas découvertes» en lien avec l'atelier cuisine auxquels la population est conviée, ceci afin de créer du lien et des réseaux de solidarité. Le Centre Social après une rencontre était d'accord pour nous prêter une salle pour nos distributions, seul les frigos manquaient.

Au final le maire (sans étiquette) d'un village, exploitant agricole en voie de conversion bio prit contact avec un membre du groupe de pilotage et ce fût lui qui emporta la place : il disposait d'une salle des fêtes avec frigos qu'il loue au Groupe pour la somme de 80 euros à chaque distribution (il y a une distribution tous les 15 jours).

Ce furent les premières erreurs : le village est à une dizaine de km de Longwy, il faut donc une voiture pour s'y rendre (ce qui exclut ceux et celles qui n'en n'ont pas) et d'emblée le maire se réappropria le projet comme un atout supplémentaire à la redynamisation de son village donc récupération politique.

Une charte et une convention furent établies entre les producteurs retenus et le Groupe d'Achat Solidaire.

La première distribution sans légumes eut lieu en février 2009, à l'époque il y avait à peu près 130 adhérents (c'est-à-dire de foyers).

Afin de pourvoir à l'achalandage de légumes, on prit contact avec une association belge «Solidairement» qui organisait des paniers de légumes avec une dizaine de maraîchers belges tous certifiés bio ayant pignon sur rue depuis de nombreuses années. L'Association Solidairement prenant

au passage 2 euros pour la préparation et la distribution des paniers, ce qui donnait 7 et 12 euros le prix d'un panier suivant son contenu (assez maigre et ne correspondant pas aux attentes de saison).

Vu l'ampleur du travail et la mobilisation nécessaire pour aller chercher les produits et distribuer, certaines personnes décident qu'une embauche était incontournable. Deux personnes sont embauchées en contrat précaire CAE et CAV en argumentant «on est contre mais on ne peut pas faire autrement» et «on ne peut pas choisir entre deux personnes» !

Pour faire face aux différents problèmes financiers, une marge de 15 % fût établie sur chaque produit vendu et un emprunt pour l'achat d'une camionnette.

Le bénévolat restant majoritaire à peu près une dizaine de personnes disponible en jour de semaine.

Un bilan assez décevant

Le bilan au bout d'une année s'avère assez décevant : aucun des principes énoncés lors des premières réunions n'a été tenu.

- Si le Groupe d'Achat Solidaire (GAS) a environ 150 adhérents, il n'y a qu'une soixantaine de foyers qui achètent régulièrement et plutôt de l'épicerie. Ce qui veut dire qu'ils continuent d'acheter leur alimentation dans la grande distribution.

- Le prix d'achat des denrées ne permet pas à une famille de se nourrir correctement pas de fruits, pas de légumes. Le prix des aliments reste extrêmement cher (j'ai calculé que pour une famille de 4 personnes : 2 adultes et 2 enfants un plat de lentilles lard-saucisses, pain, 4 yaourts et un fromage coûtent 18,48 euros). Le coût des paniers peu garnis et onéreux ne permettant pas à une famille peu argentée de se les procurer et encore moins de préparer un repas correct. Présence de produits que je qualifierai «de luxe» : escargots, truffes, vin cépage Savagnin.

- Le principe d'aide à l'installation aux jeunes agriculteurs est inexistant ainsi que l'aide à la conversion, la majorité des producteurs retenus étant des relations de copinage.

- Au départ nous avions dit qu'il était important que les «consomm'acteurs» participent au projet, viennent pour aider, bref créer un tissu de solidarité, faire que le GAS devienne un lieu d'échanges, or les gens viennent chercher leurs affaires, payent et partent sans qu'il y ait d'échange. En d'autre terme ils font comme au super marché.

- Si au départ le GAS se voulait une alternative à la grande distribution, il pratique de la même façon : emplois précaires et utilise le système mis en place par le capitalisme : marge bénéficiaire, emprunt.

- Le GAS s'avère une autre forme mercantile avec le projet d'ouvrir un magasin et

de créer des emplois (quels emplois ?).

- La présence de maires aux AG ou CA profile une récupération politique.

- Aucune mobilisation collective quant aux questions sociales.

- Pour certains produits le GAS fait appel à des centrales d'achats dit «du commerce équitable».

Au bout du compte, il s'agit plus d'une coterie se faisant plaisir et ayant les moyens financiers, dans les adhérents aucun n'est en situation de précarité, chômage, bas salaire. Les seuls précaires sont ceux embauchés par le GAS !

L'alternative à la grande surface n'est qu'un leurre puisque entre deux distributions les gens continuent de se nourrir et donc à aller au super marché pour y acheter leurs produits bio ou non (avec dans le caddy les «fameux» sodas et friandises en tous genres).

Les questions essentielles sur le mode de production industrielle de l'alimentation et les conditions de travail des ouvriers agricoles ou de l'industrie agro-alimentaires ne sont donc jamais posées, pensées, réfléchies. Elles suscitent juste de l'émoi lors de la diffusion d'un film sur ces questions. L'action d'acheter demeure essentiellement individuelle et individualiste.

La mode est à l'environnement, à l'écologie, aux produits naturels, seuls ceux qui ont les moyens financiers peuvent consommer «sainement».

Cette démarche dérisoire ne remet pas en cause le système capitaliste de mode de production industrielle de l'alimentation que ce soit du bio ou du conventionnel.

Les questions fondamentales de produire pourquoi, comment et pour qui sont autant d'actualités et restent entières. Derrière tout cela il y a la question de comment changer les façons de consommer, quels sont les besoins et les nécessités ?

Marie Hélène



j'accepte votre melon avec grand plaisir père Ledu... Justement, demain, j'ai à déjeuner deux collègues qui s'intéressent autant que moi à l'agriculture



Echec de l'enfouissement des déchets radioactifs en Allemagne

L'ancienne mine de sel d'Asse, dans le Nord de l'Allemagne, accueille depuis plus de 40 ans des déchets nucléaires. Aujourd'hui, ce ne sont 12 m3 d'eau qui pénètrent chaque jour dans cette mine qui avait été présentée comme parfaitement étanche. Devant l'état de délabrement dénoncé depuis des années par les populations locales, le Ministre de l'Environnement et de la Sécurité Nucléaire Norbert Röttgen (CDU, conservateur) préconise comme réponse provisoire de retirer de l'ancienne mine les 126 000 fûts, dont on ignore l'état de corrosion. Dix années au moins seront nécessaires pour mener cette opération. Coût estimé par les autorités : 3,7 milliards d'euros. Les associations appellent à mettre en œuvre au plus vite cette option, « la moins pire de toutes ». Toutefois, elles soulignent que le problème des déchets n'en sera pas réglé pour autant, et continuent de dénoncer une gestion irresponsable.

Source : Réseau «Sortir du nucléaire»

Catastrophe radiologique en Allemagne

La mine de sel de Basse-Saxe, dans laquelle l'Etat Allemand a stocké 126 000 fûts de déchets radioactifs, prends l'eau depuis des décennies. Une partie des déchets sont noyés, d'autres fûts sont pris dans le sel. La saumure est donc devenue fortement radioactive, et ce n'est que le début. Si rien n'est fait, les nappes phréatiques de la région entière seront contaminées. La solution la moins pire serait de sortir les déchets, pour les mettre ailleurs. C'est d'ailleurs la solution proposée par l'autorité nucléaire, mais cela prendra dix ans ... et qui va faire le sale boulot ?

Répression en Italie

Le 23 février au matin dans la région turinoise, la police a effectué des dizaines de perquisitions. 6 personnes ont été arrêtées dont 3 ont été mises en résidence surveillée et 3 autres incarcérées. Le siège de Radio Black-Out, radio militante de Turin, a été perquisitionnée et tout le matériel a été saisi. Cela est lié notamment aux luttes contre les centres de rétention et aux luttes contre le TAV (TGV Lyon-Turin) dont la radio se faisait l'écho.

On peut trouver des infos (en français) sur : <http://lclaboratoire.over-blog.com>

LGV Pays Basque : Le refus incontournable d'une opposition populaire

L'Etat, Réseau Ferré de France et certains grands élus veulent imposer la construction de deux nouvelles lignes ferroviaires à grande vitesse : Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Espagne, composantes, avec les lignes Tours-Bordeaux et Poitiers-Limoges, de l'ensemble baptisé LGV Sud Europe Atlantique (SEA) (cf. encart).

Si, au Pays Basque sud, les opposants au TGV cherchent un second souffle alors que les travaux sont engagés et que la répression se fait féroce, la mobilisation au Pays Basque nord contre la création d'une nouvelle ligne à grande vitesse prend un réel essor et cherche à créer des liens avec toutes les résistances européennes.

Le coût des trois liaisons Sud-Europe-Atlantique (SEA) en territoire hexagonal est estimé, aujourd'hui, à 20 milliards d'euros.

Le combat contre la création d'une nouvelle ligne LGV et pour l'entretien et l'optimisation des voies existantes ne date pas d'hier au Pays Basque. Dès 1992, un projet de tracé de nouvelle ligne à grande vitesse était dévoilé au Pays Basque nord, entraînant une opposition et des mobilisations alors assez faibles, mais amenant les anti-LGV du Pays Basque nord à engager des liens avec les anti-TGV du sud, impliqués dans une lutte anticapitaliste et antidéveloppementaliste contre toute implantation de voie à grande vitesse.

Puis, pendant quelques années, le projet de ligne à grande vitesse a été mis sous le coude au Pays Basque nord, alors qu'il avançait à grands pas au sud. Les opposants, organisés dans le Collectif des associations de défense de l'environnement (CADE), ne sont pas restés en sommeil. Sachant que le projet allait réapparaître, ils ont profité de quelques années de répit pour fourbir leurs armes informatives et argumentatives. Au début des années 2000, le projet a en effet resurgi et le CADE a réanimé le combat.

Une opposition amplifiée

Au départ, seule une poignée de riverains, plutôt peu combatifs, s'était organisée dans le CADE. Mais depuis quelque temps, l'opposition s'est nettement amplifiée. Comment l'expliquer ?

Un des axes du CADE a été de dénoncer les manipulations, les mensonges et l'arro-

gance des partisans du projet ainsi que de Réseau Ferré de France (RFF) : alors que RFF s'appuie sur une estimation du trafic décuplée pour tenter de justifier une LGV, le CADE démontre, avec chiffres à l'appui, que la voie existante, sous-employée, suffit amplement à assurer le trafic de fret et de voyageurs pour les 50 prochaines années. Il sollicite un organisme d'expertise suisse indépendant, qui lui donne raison ; ainsi, les petits, les non experts, montrent qu'ils sont capables d'effectuer un diagnostic correct, face à l'énorme machine des politiques et des technocrates. Les élus se sentent alors trahis par RFF à qui ils avaient fait

Lignes LGV SEA en projet

La réalisation de 2000 km de lignes ferroviaires nouvelles à grande vitesse, d'ici à 2020, est inscrite dans le texte de loi d'orientation du Grenelle de l'environnement.

Entre Tours et Bordeaux, le projet LGV est en phase de réalisation: 300 km de ligne qui seront concédés par RFF (Réseau ferré de France) à l'un des trois gros du BTP français (Vinci, Bouygues ou Eiffage). La mise en service est prévue en 2016.

Entre Bordeaux et le Sud, le projet est en phase d'étude, pour un tronçon commun jusqu'au Sud-Gironde (Captieux), puis un partage en deux branches, l'une vers Toulouse (par Agen), l'autre par le Pays Basque, par Biriattou-Hendaye. L'enquête d'utilité publique devrait débuter en 2011 et l'ouverture de la ligne à deux branches (à l'est vers Toulouse et à l'ouest vers l'Espagne, où elle se prolongera jusqu'à Madrid, via un circuit en Y de 400 km par le Pays Basque sud, et jusqu'à Barcelone par une branche traversant la Navarre), est prévue en 2020.

confiance, et l'annonce de l'énorme facture que les collectivités locales auraient à payer ainsi que la perte importante de leurs terrains ont provoqué leurs doutes et leurs inquiétudes. Aussi 29 maires de petites communes touchées par le projet ont-ils sollicité à leur tour une autre étude indépendante, qui confirme l'analyse du CADE et fait basculer ces élus dans le rejet du projet. L'intention affichée par les promoteurs de la LGV -chefs d'Etat, présidents de régions, élus des grosses villes- de l'imposer au mépris de l'avis des élus et des populations a fini par convaincre les indécis.

Mais le CADE ne se cantonne pas à une bataille technique de chiffres avec RFF. Il organise une série innombrable de réunions publiques dans les localités du Labourd (province côtière du Pays basque), débouchant sur la constitution de nouveaux collectifs locaux fédérés dans le CADE.

Ainsi, l'opposition s'est-elle notablement étendue et accrue au Pays Basque nord, au fil des années, réussissant à mobiliser le 17 octobre 2009 12 000 manifestants à Bayonne à l'appel des élus, et le 23 janvier 2010, 20 000 de Hendaye à Irun, à l'appel conjoint du CADE et de AHT Gelditu ! Elkarlana (Pays Basque sud) sur le thème «Non aux LGV, Assez de projets destructeurs».

Une opposition plus politisée

Alors que, au tout début de la lutte, c'étaient essentiellement les riverains directement touchés par un éventuel chantier qui bougeaient, dorénavant la mobilisation exprime une réelle prise de conscience des enjeux écologiques et sociaux d'un type de développement destructeur. Les nombreuses banderoles «LGV, ni ici, ni ailleurs» dans la manifestation témoignent d'un éloignement clair et net du syndrome du nymphisme («pas dans mon jardin»). Les projets pharaoniques abondent au Pays Basque et en Aquitaine (agrandissement de l'aéroport de Fontarrabie, extension du port de Bayonne, super-port de Pasajes, élargissement des autoroutes A8 et A63, construction de l'autoroute Pau-Langon...). Dans ce contexte, amplifié par une extrême sensibilité des habitants du Pays Basque à tout ce qui peut porter atteinte à leur territoire, la création d'une nouvelle ligne LGV apparaît comme une agression et un gâchis insupportables non seulement aux habitants des

communes touchées (1300 maisons menacées ainsi que des zones d'activité économique) mais encore à tous ceux et celles qui refusent une politique de grands chantiers inutiles et coûteux, alimentés par l'argent public au détriment des besoins sociaux réels des populations, réalisés pour les plus gros profits des lobbies du BTP. La LGV est refusée en tant que projet destructeur de l'environnement, de la vie sociale et économique, de la terre (perte de 9ha/km), de la petite agriculture... (77 tracteurs ouvraient la manifestation de Hendaye-Irun, pour rappeler qu'une trentaine d'exploitations agricoles seraient détruites, 700 ha de prairies et de champs).

C'est une conception inacceptable du «développement», du «progrès», «de la modernité» («Ils prétendent faire notre bonheur malgré nous. Ils nous prennent pour des crétins») qui est dénoncée, ainsi que l'insulte permanente à la démocratie de la part des promoteurs du projet, une démocratie instrumentalisée au service des lobbies soutenus par les Etats.

Si la lutte a pris de l'ampleur et s'est rapidement politisée, c'est aussi parce qu'elle s'inscrit dans un contexte riche de résistances dans de nombreux domaines (lutttes agricoles, culturelles, médias alternatifs, réseau associatif dense) ; parce qu'elle bénéficie aussi des expériences récentes ou actuelles de conflits marquants liés au refus de grands chantiers (centrales nucléaires, autoroutes, 2x2 voies, barrages...), soit au Pays Basque, soit ailleurs.

Des actions avec d'autres forces sur le terrain social et sur celui des transports

Si des paysans sont partie prenante de la lutte contre la LGV, avec le syndicat ELB (Confédération paysanne) des salariés de la SNCF et des usagers des transports le sont aussi et mènent des actions avec le CADE, que ce soit le syndicat abertzale LAB (pour l'aménagement de la ligne intérieure «secondaire» Bayonne-Saint Jean Pied-de-Port ; pour une réflexion sur les transports en Pays Basque), le collectif Oldartu et l'association Bizi (pour des transports collectifs urbains gratuits et pour le développement de transports collectifs entre villes et bourgs), le syndicat local de la CGT-cheminots (contre la suppression de postes à la SNCF)...

Les contradictions des discours des décideurs sautent aux yeux de tous : l'Etat parle de développer le fret ferroviaire sur la LGV alors que des milliers de postes (3500 sur 12000) sont menacés dans la SNCF en France, et qu'une soixantaine de postes de cheminots au Pays Basque sont «redéployés» ou en voie de redéploiement d'ici juin. De plus, l'autoroute Bayonne-Hendaye



est en chantier pour une mise à 3x3 voies pour le plus grand bonheur des transporteurs routiers. L'Etat parle de LGV pour les voyageurs alors que des lignes de proximité, en particulier d'ouest en est, sont en piètre état ou laissées à l'abandon (TER insuffisants, retard des trains, pannes sur la ligne Bayonne-Pau-Tarbes)...

Le combat contre la LGV est donc également un combat pour un drainage de proximité du territoire par le train et pour faire du transport ferroviaire un véritable service public. Il s'accompagne aussi d'une réflexion sur les aberrations destructrices d'un mode de production et de consommation qui amène à importer des marchandises soit inutiles et dangereuses, donc à éliminer à la source, soit qui pourraient être produites sur place.

Une opposition anti-LGV qui se structure au niveau européen

La réunion organisée à Hendaye par le CADE et AHT Gelditu! Elkarlana, au matin de la manifestation du 23 janvier, a vu se succéder un nombre important d'intervenants représentant les luttes contre les projets de LGV en Europe : collectifs de Bretagne, du Poitou, du Limousin, de nombreux départements d'Aquitaine et de Midi-Pyrénées, des Alpes, de Bresse, de Rhône-Alpes ; des associations des Asturies, de l'Andalousie ; le collectif italien No TAV contre la ligne Lyon-Turin (40 000 opposants manifestaient dans le Val Susa, ce même jour). Tous-toutes faisaient valoir des problématiques semblables : la propension des promoteurs à faire des estimations de coûts sous-évalués et des projections de trafics surestimés ; le levier et/ou le piège des débats publics ; l'étincelle mobilisatrice de la mise au jour de projets gardés secrets ;

les fluctuations de l'implication des élus ; l'importance du facteur temps... Une charte commune, signée de nombreux collectifs et associations (cf. sur le site), a donné naissance à un réseau européen contre toute nouvelle construction de ligne et qui ambitionne d'interpeller la commission Européenne et le parlement Européen «pour l'ouverture d'une réflexion sur l'absurdité et la non-nécessité des grandes infrastructures et une révision profonde de la stratégie de l'UE relative aux transports européens».

L'après-manifestation

Après la manifestation du 23 janvier, les partisans de la LGV, à défaut d'arguments, tentent une stratégie de division en cherchant à monter les riverains de la voie actuelle contre les opposants à la LGV. Tentative qui avorte, puisque ces derniers revendiquent que l'argent public soit dépensé justement pour la protection des riverains contre les nuisances des voies actuelles, et pas pour construire une infrastructure réservée à une élite de voyageurs pressés et qui produirait d'autres riverains victimes.

Autre carte tentée : la nomination d'un médiateur, réclamée par les élus anti-LGV. Le premier ministre a fini par nommer une médiatrice, le 1^{er} février. Mais sa mission est exclusivement limitée «à la recherche de la meilleure insertion possible de la nouvelle ligne à grande vitesse en Pays Basque», écartant d'emblée l'option «voies existantes» soutenue par les opposants à la LGV. Le CADE a accepté de rencontrer cette médiatrice, par «politesse» et sans rien attendre (l'intitulé de sa mission signifie que «l'Etat fait un bras d'honneur aux associations et aux revendications de la population»), et il est clair que cette «médiation

somnifère passagère» est un non dialogue, une tactique bien connue pour tenter d'anesthésier les opposants et de désamorcer la contestation.

Pendant ce temps, la mobilisation continue de s'étendre. Des associations se sont récemment créées dans les Landes, d'autres le seront prochainement ou sont en gestation. Elles se sont coordonnées, en lien avec le CADE. Il est prévu de renforcer les liens entre les sites en lutte. Ainsi le CADE appelle-t-il à manifester à Nérac, le 6 mars, aux côtés des opposants du Lot et Garonne. Chacune des avancées obtenues par l'opposition au TGV à un endroit et à un autre renforce la lutte de tous.

La LGV, enjeu électoral

Un des axes de l'action du CADE est la mise en place de référendums locaux sur la LGV. Selon le Collectif, ces consultations ont le mérite, en offrant un cadre qui permet l'expression de la volonté populaire, de «démocratiser la démocratie», de montrer que le peuple est souverain et détient le pouvoir collectivement ; elles permettent aussi d'impliquer et de souder les habitants d'une commune, de faire fortement pression sur les élus, de témoigner de l'ampleur du refus. Le succès de ces référendums symbolise l'exigence qu'ont les habitants de pouvoir décider de toutes les infrastructures et de tous les projets qui conditionnent totalement présent et l'avenir de chacun-e.

Lors des référendums précédemment organisés par les collectifs d'opposants à la LGV, dans cinq communes du Labourd, parallèlement aux élections municipales et cantonales, 91,34% du total des votants ont dit non à une nouvelle LGV. Le 14 mars, à l'occasion des élections régionales, de tels référendums se feront dans 8 autres communes du Pays Basque et dans une commune du sud-Landes (1).

Un autre axe de circonstance est de faire que la LGV s'invite comme un thème majeur et incontournable lors des élections régionales de mars, alors que le mouvement anti-TGV a produit des craquements dans toutes les lignes politiques : retournements spectaculaires de vestes à l'UMP, positions pro-LGV identiques de l'UMP, du PS et du FN ; conflits entre Verts et PS, alliés à la Région ; clivages au sein de plusieurs partis. Le CADE appelle à n'accorder aucune voix aux listes des politiques qui soutiennent le projet de la LGV, au premier rang desquels, les listes UMP et PS, locomotives du projet, et la liste du Front national, wagon d'appoint sur ce dossier. Quant aux listes du Front de gauche et du Modem, elles affichent chacune quelques personnalités pro-LGV qu'il s'agira de rayer,

ce qui rendra nul le bulletin de vote. Le PNB (Parti nationaliste basque), discret sur la LGV au Pays Basque nord, la soutient en revanche sans réserve au sud ; Lutte Ouvrière juge le problème LGV «secondaire», donc pas une voix ni pour le PNB, ni pour LO. Seules les listes AEI (Alliance écologiste indépendante), Europe Ecologie, EHBai (abertzale de gauche) et NPA se sont opposés à la LGV. Ces consignes pour le premier tour des élections n'influenceront pas fondamentalement les rapports de force politiques ni n'empêcheront les magouillages au second tour, mais elles montrent symboliquement qu'il ne faut pas craindre de stigmatiser les personnages publics et de prendre les élus pour cible.

Depuis le début et jusqu'à aujourd'hui, la lutte contre la LGV au Pays basque nord se mène dans le respect de la légalité, en utilisant, avec habileté et efficacité, les ficelles existant sur ce terrain : participation au débat public, consultations populaires, manifestations, intervention sur le terrain des élections..., l'objectif premier étant d'informer, d'élargir et de renforcer la mobilisation et l'action collective. Le combat s'inscrit dans la durée et les opposants sont loin d'être naïfs. Ils savent ce que valent l'engagement et la parole des élus, surtout en période électorale. Ils savent aussi que la raison d'Etat l'emporte en matière de grands chantiers, qui plus est transfrontaliers, et que les gouvernements

partagent la même volonté de les imposer coûte que coûte. Ils savent la répression féroce subie par les opposants à la LGV au Pays Basque sud et dans la Vallée de Susa. Sans doute les formes de lutte seront-elles amenées, ici aussi, à évoluer et à se radicaliser. Un responsable du CADE a déclaré le jour de la manifestation à Hendaye : «Au Pays Basque, à Toulouse, à Bordeaux, en Italie et en Espagne, il y a le feu partout parce que l'on nous a piétinés ! Une simple étincelle peut mettre le feu à la plaine et ces incendiaires jouent encore avec des allumettes ? Chiche !"».

Pays Basque, le 20 février 2010

(1) Le Maire d'Aramaio, en Alava (province du Pays Basque sud) devra passer en jugement (le procès, initialement prévu le 10 février, a été reporté), accusé de prévarication et de désobéissance pour avoir organisé, à la demande des habitants, en 2007, au sein de sa commune, une consultation populaire sur la construction de la LGV. Avec un taux de participation de 54 %, la population s'est prononcée à 97% contre la LGV.

Sites :

www.voiesnouvellestgv.webou.net
www.ace.hendaye.overblog.fr
www.sindominio.net.ahtez
www.ahtgelditu.org

EZ! (Non !) Alors comme ça, par coïncidence?... le cultivateur aurait nettoyé son terrain sur la Rhune en laissant apparaître ces deux lettres qui ne veulent rien dire en français et que les CRS, venus en renfort à la demande du sous-préfet, ne peuvent pas lire puisque d'en bas, on ne voit rien de particulier... "allez! allez! circulez! Y'a rien à voir!"



Dette publique de la Grèce, ou comment encore une fois la crise nourrit la finance

Un peu de vocabulaire

Essayons d'abord de nous y retrouver. Le «déficit de la Grèce» dont il s'agit est celui de son Etat, de même que la dette.

La Commission Européenne prévoit un déficit public d'un peu plus de 12% pour les trois prochaines années, c'est-à-dire que les dépenses de l'Etat grec dépasseront ses recettes de 12%. C'est un peu moins que l'Irlande, à peine plus que l'Espagne, et un peu moins du double du déficit prévu pour la zone euro (environ 6%). En période de crise, les déficits publics augmentent toujours : les impôts diminuent lorsque les revenus diminuent, alors que ce n'est pas exactement le moment de diminuer les dépenses sociales et de licencier des fonctionnaires. Les Etats ont admis depuis Keynes et la crise des années 30 qu'il valait mieux un peu de déficit censé se résorber ensuite quand la croissance reviendra et les impôts avec, que d'aggraver encore la récession en visant l'équilibre. Problème supplémentaire : le traité de Maastricht. Il prévoit que les Etats adhérant à la zone euro s'engagent à ne jamais dépasser 3% de déficit. Aucun pays de la zone euro ne respecte le traité en ce moment, mais suivant les pays les écarts sont plus ou moins grands. Et il semblerait qu'au moment de son entrée dans la zone euro, la Grèce ait un peu maquillé ses comptes pour pouvoir rentrer dans les critères. Il n'est pas certain du tout que ce soit le seul Etat à l'avoir fait, et d'autres scandales du même type pourraient survenir ultérieurement.

Comment font les Etats qui ont un déficit ? Comme tout le monde, ils empruntent. En fait, il y a d'autres possibilités pour eux, qui reviennent globalement à fabriquer la monnaie dont ils ont besoin, c'est un peu plus complexe à expliquer, mais de toutes façons ce n'est pas possible pour les pays de la zone euro, puisque la monnaie est gérée par la Banque Centrale Européenne. C'est un des reproches (justifié) faits par les souverainistes, le traité de Maastricht interdit aux Etats d'avoir ce qu'on appelle une politique monétaire. Ceci limite considérablement leur liberté d'action, notamment au niveau social. C'était d'ailleurs probablement le but.

Gros titres dans les médias : l'Etat grec au bord de la faillite, la Grèce va-t-elle entraîner la zone euro dans la tourmente, et j'en passe... Evidemment, dans les esprits, le rapprochement se fait immédiatement avec le mouvement social grec. Qu'en est-il réellement ?

Qu'est-ce que la dette d'un pays ? C'est le montant global de ce qu'il doit. Non, je ne me moque pas de vous. Je voudrais seulement que vous réalisiez que ce n'est pas ce qu'il doit payer dans l'année. Prenons un couple qui gagne à deux 3000 euros par mois et qui achète une maison de 108.000 euros, il a une dette de 3 ans de salaires, autant dire de 300% de sa richesse. Ca ne veut pas dire que sa situation est catastrophique. L'endettement de l'Etat grec est estimé à 113% de sa richesse, 135% prévus pour 2011. Maastricht prévoyait de limiter l'endettement à 60% du PIB (évaluation de la richesse monétaire créée dans un pays dans l'année), seuls l'Espagne et les Pays-Bas respectent encore ce critère, mais pas pour longtemps.

Un peu de bon sens

Est-ce grave docteur ? Ben, ça dépend, essentiellement des raisons qui expliquent le déficit et la dette.

Tout d'abord, il y a une part conjoncturelle : on l'a vu, en période de crise, mécaniquement, le déficit augmente, et tout aussi mécaniquement, il baissera avec la reprise.

Ensuite, le déficit peut être lié à des dépenses courantes trop importantes. Un peu comme un particulier qui vit à découvert. Ca finit généralement mal. Dans ces dépenses courantes, il y a deux catégories :

- les dépenses de fonctionnement de l'Etat : salaires des fonctionnaires, des flics aux généraux en passant par les profs et les balayeurs, loyers, maintenance du matériel informatique (de plus en plus élevée pour cause de fichage)...

- les dépenses sociales : chômage, santé, retraite, allocations familiales... En France, ces dépenses ne font pas partie du budget

de l'Etat, mais l'Europe dans ses calculs les réintègre dans la dette et le déficit publics, car la législation est différente d'un pays à l'autre.

Il semblerait que dans le cas particulier de la Grèce il faille ajouter à ces deux catégories un montant important pour la corruption et les détournements, mais là encore, il n'est pas certain que son cas soit unique en Europe.

Enfin, le déficit peut être lié à des dépenses stratégiques, des investissements : on emprunte pour construire des hôpitaux, des routes, des écoles, mais aussi des casernes, des avions de guerre, etc.. Dans ce cas, le fameux discours du type «on laisse une dette à nos enfants» ne tient pas : avec la dette, ils bénéficieront du patrimoine qui l'accompagne.

A noter que dans ces deux catégories de dépenses, rentrent aussi bien sûr les aides à l'industrie automobile, les subventions en tous genres pour les entreprises, etc...

En fait, il y a quand même une grande différence entre un Etat déficitaire et un quidam à découvert. Le quidam ne peut pas augmenter son salaire. L'Etat, lui, peut augmenter les impôts. Si nous vivions en démocratie, le débat ne porterait pas sur le montant des déficits. Il porterait sur la question de savoir quelles dépenses sont utiles, quel sacrifice financier une société est prête à consentir sur ces sujets, et qui doit payer. On retombe toujours sur la même chose : l'Etat n'est pas un outil neutre au service de la gestion d'une société, c'est un instrument de domination.

Un déficit qui rapporte

Les déficits des Etats se traduisent donc par des emprunts. Bien sûr, ils ne vont pas demander un rendez-vous au conseiller financier du bureau de poste de leur quartier. Surtout que ce sont quand même des sommes qui se comptent en milliards d'euros.

En fait, ils émettent des obligations particulières qu'on appelle bons du Trésor. C'est quoi ? Comme les sommes à emprunter sont très importantes, le montant de l'emprunt est divisé en une multiplicité de parts, qu'on appelle des obligations. Si on émet 100.000 obligations à 1.000 euros remboursables dans 15 ans à 3,5%,

c'est comme si on faisait un emprunt de 100 millions d'euros à 3,5% remboursable dans 15 ans. Chaque obligation rapporte à son heureux propriétaire 35 euros par an pendant 15 ans avant qu'elle ne soit remboursée. Et les obligations émises par un Etat s'appellent des bons du Trésor (à cause de «trésor public»).

Où ça s'achète ? En bourse. Qui l'achète ? Plein de monde, surtout des banques, des fonds de pension, bref des spéculateurs. Pourquoi est-ce très demandé ? Parce qu'on considère que les Etats sont sûrs, qu'ils vont forcément rembourser. C'est donc une des valeurs les plus sûres des bourses mondiales. Evidemment, tous ces «investisseurs institutionnels» n'achètent pas des bons du Trésor pour toucher X fois 35 euros par an. Ils les achètent pour pouvoir les revendre plus cher. Bref, on retombe ici sur le fonctionnement des marchés financiers, qu'il serait bien trop long d'expliquer ici. Mais bon, pour faire bref, vous avez tous entendu parler de la santé insolente des banques en ce moment. Ben une des explications, c'est que pour les sauver, les Etats ont emprunté, et qui a acheté ? Les banques entre autres....

Les emprunts des Etats sont donc des valeurs spéculatives d'une grande importance pour les marchés financiers. Par exemple, à la Bourse de Paris, les bons du Trésor émis en 2008 représentaient le quart des nouvelles valeurs émises sur le marché cette année là. Ce sont des valeurs qui sont suivies au niveau mondial : en France, les 2/3 des titres émis par l'Etat sont détenus par des «non-résidents». La question du déficit public n'est donc pas en fait une question d'impôts, de dettes laissées aux générations futures, etc..., c'est une question de finance mondiale. C'est pourquoi c'est une affaire sérieuse.

Et la Grèce dans tout ça ?

Que s'est-il passé en Grèce ? Du point de vue du déficit et de la dette, pas grand chose. L'Etat grec est devenu un peu plus déficitaire et un peu plus endetté qu'avant, comme tout le monde en ce moment, sauf qu'il partait d'un endettement et d'un déficit plus fort que la moyenne. En fait, ce qui s'est passé, c'est que sa note a baissé.

Eh oui, les Etats sont notés, au même titre que les banques, les assurances et les très grandes entreprises. Il existe en effet des agences de notation mondiales, vous savez celles qui avaient jugé que Lehman Brothers était très sûre, etc... Qu'est-ce que c'est ? Comprendre les marchés financiers et suivre leurs fluctuations est devenu très compliqué, pas seulement pour le lecteur de «Courant Alternatif», mais aussi pour les «experts». Or les investisseurs veulent connaître les risques qu'ils prennent. Les grandes banques ont donc créé des agences de notation qui notent régulièrement tous

ceux qui émettent des valeurs en bourse en fonction du risque de non remboursement. La note la plus top c'est AAA (c'est d'ailleurs la note de la dette de l'Etat français). La note de la dette de l'Etat grec est passée de A à A- (qualité moyenne supérieure quand même). Il faut dire que les agences de notation en question étaient bien placées pour connaître la situation de la dette, puisque ce sont des filiales des mêmes sociétés qui ont conseillé la Grèce pour la présentation de ses comptes...

On peut peut-être au passage voir dans cette baisse de notation un effet du mouvement social. Il est très rare qu'un Etat n'honore pas sa dette, et au besoin on y remédie par une intervention militaire. Par exemple, ce fut un des motifs des invasions américaines d'Haïti, ce fut aussi un motif d'intervention militaire française au Maroc avant la 1ère guerre mondiale. La dette on le sait est un outil de domination impérialiste. Mais il est un cas de non remboursement resté célèbre : «l'emprunt russe». L'Etat tsariste avait emprunté pour financer les préparatifs de guerre, et les révolutionnaires russes ont estimé qu'ils n'avaient pas à payer pour une guerre à laquelle ils s'étaient opposés. Le «risque politique» est un des facteurs de notation de la dette. Et la Grèce a sans doute semblé aux agences de notation être un «maillon faible» en Europe.

Qu'est-ce que ça change pour la Grèce, son peuple, son Etat, que sa note aie baissé ? Une chose : l'Etat grec devra payer ses emprunts plus cher. Actuellement, les intérêts des obligations grecques nouvellement émises se font à un taux d'intérêt de pas loin de 5% contre un peu moins de 3% pour l'Allemagne. Et ce taux est en hausse depuis début 2009. Bref, comme la dette grecque devient plus risquée, elle devient plus rentable. Vous avez entendu parler

dans ce même journal des subprimes ? C'est un peu le même scénario.

La situation est un peu plus ennuyeuse que cela quand même. Nous vivons dans un monde libéral, mais qui sait réglementer quand il s'agit de protéger les intérêts financiers. Parmi les financeurs de la dette grecque, il y a des banques centrales et des fonds de pension. Ils ont l'obligation dans leurs statuts de placer leurs fonds dans des titres notés «AAA». La Grèce risque donc de perdre une partie de ses financeurs. D'où ses demandes institutionnelles aux autres gouvernements de la zone euro. Qui ne manquent pas d'en profiter pour poser leurs conditions politiques (privatisations, dégradation du service public, etc...). Où l'on retrouve le mouvement social et la dette comme instrument de domination.

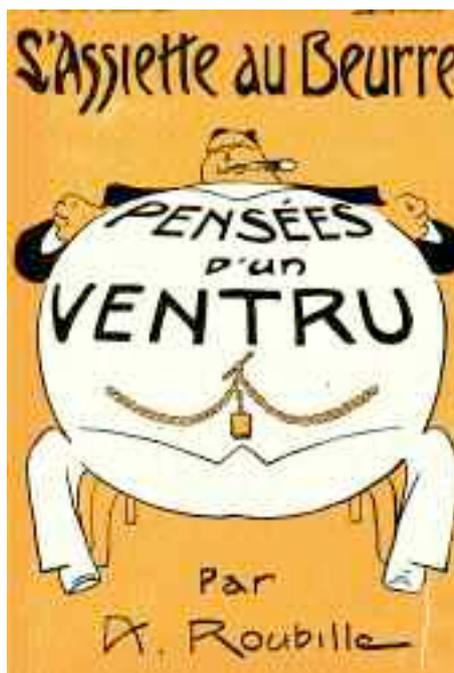
Panique à bord ?

De fait, ce qui s'est passé suite à cette baisse de notation est assez classique : la Grèce et donc la zone euro a subi une attaque spéculative qui continue d'ailleurs toujours. Le prix des bons du Trésor grecs risque de baisser, donc les financiers les revendent donc ils baissent. Comme il s'agit de montants très importants, la banque centrale grecque, qui justement manque de moyens en ce moment, ne peut pas lutter contre. D'où ses demandes à la Banque Centrale Européenne de racheter à sa place pour enrayer la baisse. Et dans les statuts de cette dernière, elle doit acheter des titres «AAA». Et par ailleurs, les spéculateurs n'ont pas intérêt à calmer une panique qui rapporte tant.

Quand les financiers revendent, c'est pour placer ailleurs. Or, l'histoire de la Grèce peut toucher d'autres pays de la zone euro : l'Italie est plus endettée que la Grèce, la Belgique n'est pas loin, l'Irlande part d'une dette plus basse, mais elle ne cesse d'augmenter... Bref, ce qui arrive à la Grèce pourrait arriver à d'autres pays de la zone euro.

Donc, ce que les spéculateurs revendent en même temps que des titres grecs, c'est de l'euro, ce qui a tendance à le faire baisser. C'est très ennuyeux pour les places financières européennes. C'est plutôt une bonne nouvelle pour les industriels exportateurs européens (ils vont pouvoir vendre moins cher à l'étranger). C'est plutôt une mauvaise nouvelle pour les consommateurs (les prix des produits importés, bref de l'essentiel de ce que nous achetons, vont augmenter). Mais en tous les cas, ça préoccupe une Banque Centrale Européenne qui a posé la défense de la monnaie au coeur de ses statuts. Mais ça, c'est une autre histoire (bien qu'un peu la même quand même)...

Votre conseiller financier favori,
le 20 février 2010



En un combat douteux (ou : la dilution des perspectives alternatives)

En ce moment les travailleurs naviguent de reculs en défaites, de charrettes de licenciements en «plans sociaux», de chômage partiel en heures supplémentaires, de dilutions des acquis sociaux en harcèlements par les cadres de direction, mais au-delà du rouleau compresseur des restructurations capitalistes, il demeure dans les classes populaires, salariés, chômeurs, retraités, lycéens, un fort potentiel de revendication et de contestation, cependant tous ces mouvements se sont dilués au moment où il eût fallu qu'ils se dynamisent, s'élargissent, se coordonnent et se radicalisent

Je lisais l'autre jour la rubrique «Social» du «Chat Noir» de janvier 2010 (1) : «Après 80 licenciements fin avril, les Wagons automobile, à Essômes-sur-Marne, ont droit à une nouvelle vague de 73 suppressions de postes d'ici la fin de l'été. Les effectifs d'un des plus gros employeurs du sud de l'Aisne vont fondre une nouvelle fois. Une mesure motivée par le placement en redressement judiciaire du groupe en décembre 2008. En cinq minutes d'audience, le président du tribunal a scellé le destin de Wagon automobile. Le groupe sera séparé en deux. (...) En signe de protestation avant la décision du tribunal les 255 salariés ont bloqué la production. Aucun poids-lourd ne pouvait franchir l'entrée du site. La direction a fait un geste en payant les heures de grève.»

«La situation d'Estamfor, à Hautes-Rivières, inquiète ses 112 salariés. Après avoir déjà supprimé 22 emplois en mars 2009, la filiale du groupe Farinia spécialisée dans la forge-estampage projeterait, en effet, de supprimer 52 autres postes. Au terme de 2 h 30 de réunion du CE, les huit représentants du syndicat Force Ouvrière, majoritaire au sein de l'entreprise, prenant acte des intentions des dirigeants, ont voulu marquer leur mécontentement de façon spectaculaire en «séquestrant», à partir de 11 h 30, les deux membres de la direction dans leur bureau. Près de cinq heures après, les syndiqués rendent la liberté à leurs dirigeants. La direction avec le soutien du ministère du Travail pourrait ainsi envisager 4 départs à la retraite et peut être 8 pré-retraites anticipées. Concernant les 40 autres emplois menacés, les différentes parties ont convenu qu'un effort particulier serait fait pour limiter au maximum la casse. (...) Le groupe Farinia avait bénéficié d'une aide publique de 20 millions d'euros en avril 2009 de la part du Fonds stratégique d'investissements...»

«Chez Cauval Industrie, à Bar-sur-Aube, où 154 licenciements avaient été annoncés,

il n'y en aura que 137. (...) Suite à près de neuf semaines de mobilisation sans faille, les syndicats ont obtenu l'accord de la direction du groupe Cauval Industries qu'il n'y aurait aucun licenciement sec à l'issue de l'actuel plan social. Sur les 70 emplois menacés, 30 ont été orientés vers l'unité de production Cipal dans le cadre d'un nouveau programme de développement et 40 départs volontaires ont été enregistrés avec une prime de 1 500 € ainsi que la garantie d'un salaire pendant les 12 prochains mois.»

J'en passe et des pires... il y en a 7 pages comme ça !

Dans la plupart des régions françaises la situation est identique. Alors, quand les camarades de «Courant Alternatif» me demandent ce qui demeure, dans la CGT (du moins celle que je connais), d'une pensée «au-delà du système», d'une analyse de fond de l'exploitation capitaliste, d'une critique du travail, je ne peux que répondre : là comme ailleurs, malheureusement peu de choses. Bien sûr, quelques militant(e)s savent encore parler du sur-travail et de la

plus-value... bien sûr, les conditions de vie, à l'usine et dans les quartiers (et aussi leur capacité de réflexion) font qu'une majorité des ouvriers ressentent au plus profond d'eux-mêmes que patronat et salariés ont des intérêts contradictoires... mais au-delà, ce n'est pas d'actualité. A part chez quelques militant(e)s lutte de classe, et dans ce qui reste de la Corporation (à haute tradition de luttes) des Mineurs de Fer et de Sel, tous retraités et veuves à l'exception de 300 saliniens dans le Sud-54 (Meurthe-et-Moselle), je n'entends plus qu'il faut mener une politique syndicale de rupture, et dynamiser la «Bataille des Idées» pour faire entrevoir la nécessité d'en finir avec le capitalisme et de construire une Société Nouvelle.

Comment pourrait-il en être autrement dans le contexte actuel, où toutes les conditions existent pour que les prolétaires ne pensent pas autrement que dans la logique du système, à l'image des salariés de l'hypermarché Leclerc d'Hirson, qui déclarent, à l'occasion de la 1^{ère} grève dans l'entreprise depuis 1984 : «par leur activité, avec conscience professionnelle, par le fruit de leur travail, les salariés ont permis une augmentation par quatre de la surface de vente, donc du chiffre d'affaire. Mais le salaire n'a pas été multiplié par autant. C'est toujours du temps partiel et des bas salaires» (Le chat Noir, janvier 2010). Dans ce texte, l'analyse de fond est juste : les salariés par leur (sur) travail permettent aux patrons de s'enrichir. Mais où est la perspective de sortir de ce système ?

... Depuis les grandes luttes de la sidérurgie et des mines (fin 70-début 80) le mouvement ouvrier français et européen est sur le reculoir, dos au mur face au redéploiement structurel du capitalisme mondial et à ses conséquences : désindustrialisation des pays dits «développés», transfert de pans entiers de la production sur des pays où la sur-exploitation des travailleurs permet de moindres «coûts» salariaux, tertiarisation, mise en concurrence des prolétaires entre eux de pays à pays (cf la politique de l'Union Européenne), développement général du chômage et de la précarité, etc. Rappelons que depuis 1982, la part des salaires dans les richesses produites en France a diminué de 12 points, extorqués par les patrons aux salariés.

Parallèlement, la politique des «Gauches» européennes (sans oublier les Verts), simple variable d'ajustement de la politique du grand capital, les cohabitations,



les compromissions, les alternances sans perspective, de même que la politique des organisations syndicales qui s'oriente de plus en plus vers une demande d'accompagnement du système, tout cela a engendré une perte des repères collectifs, la montée du fatalisme, du repli-sur-soi et du «n'importe-qui» politique (Le Pen et autres). L'implosion de l'Empire «Soviétique» (qui n'était, bien sûr qu'une forme de Capitalisme d'Etat), ainsi que le matraquage idéologique des médias et des intellectuels-chiens de garde, ont estompé les références à une Alternative, et, pour tout dire, fait rentrer dans la tête des gens la Fin de l'Histoire et le triomphe du Capitalisme.

Dans ce contexte, les travailleurs naviguent de reculs en défaites, de charrettes de licenciements en «plans sociaux», de chômage partiel en heures supplémentaires, de dilutions des acquis sociaux (sécu, retraites, etc.) en harcèlements par les cadres de direction, etc... et se serrent de plus en plus la ceinture. Alors qu'il n'a jamais été aussi nombreux, le prolétariat se retrouve précarisé, atomisé, normalisé, avec une «figure centrale» (les ouvriers d'usine, les métallos) qui l'est de moins en moins, bref en perte d'homogénéité et d'identité de classe. Les luttes, à 90 % défensives, se développent entreprise par entreprise, les uns après les autres, sans coordination ni convergences (à l'exception de quelques esquisses ponctuelles).

Pourtant, ce Prolétariat demeure capable de mettre en œuvre ponctuellement des explosions de ras-le-bol générales, une aspiration massive au «tous ensemble» : l'hiver 1995 autour des cheminots, 2003 pour les retraités, 2006 contre le CPE et les autres mesures de surexploitation de la jeunesse, le printemps 2009. Il est clair qu'au-delà du rouleau compresseur des restructurations capitalistes, il demeure dans les classes populaires, salariés, chômeurs, retraités, lycéens, un fort potentiel de revendication et de contestation.

Oui, mais... tous ces mouvements se sont dilués au moment où il eût fallu qu'ils se dynamisent, s'élargissent, se coordonnent et se radicalisent. Et de ce fait, ils ont abouti à des résultats plus que mitigés, plus souvent de l'ordre de la défaite que de la demi victoire (encore que, pour le CPE : ça faisait des années qu'on n'avait pas fait reculer, au moins sur un point, patronat et gouvernement).

A ce niveau, il faut pointer les responsabilités des organisations syndicales (je parle des structures, des directions et non des militants de base) : au lieu de se préoccuper de la construction d'un rapport de force global, elles s'en tiennent à mener les luttes au plan symbolique (démonstrations de rue, grèves ponctuelles et partielles qui ont surtout pour effet de...faire perdre de l'argent aux salariés !), comme s'il s'agissait

simplement de montrer aux travailleurs «qu'on est bon» dans la contestation, au même titre qu'au niveau des «propositions et négociations». Et ceci, au niveau des syndicats d'accompagnement traditionnels (dont l'image la plus aboutie est la CFDT), mais aussi au niveau de SUD et de la CGT (que la direction Thibaut amène de plus en plus dans les rails d'une démarche d'accompagnement et d'institutionnalisation).

L'exemple des luttes du printemps 2009 me semble assez parlant : une journée de forte mobilisation le 29 janvier, une autre le 19 mars : on a laissé passer un mois et demi entre les deux, mais la mobilisation prend encore plus d'ampleur, signe indubitable d'un gros potentiel revendicatif... et on reporte la suite au 1^{er} mai : encore un mois et demi de latence, et, avec le 1^{er} mai, on retombe dans une dimension purement symbolique...évidemment «ça ne suit pas», et les derniers rendez-vous (26 mai, 13 juin) se perdront dans l'indifférence et la perspective des congés payés. Mais bon, les militants se seront décarcassés, et une partie d'entre eux en tirera la conclusion que les travailleurs ne sont pas prêts à se mobiliser !!

... Certes, la construction des mobilisations de masse n'est pas une affaire simple. La recherche à tout prix d'une unité syndicale d'états majors a eu son poids dans l'élaboration d'une telle démarche. On sait bien aussi «qu'il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour déclencher la grève générale»...mais il n'en demeure pas moins qu'à un moment donné la masse des travailleurs est dans l'attente d'un signal qui généralise les mécontentements et la volonté de combattre. Il y a nécessité, me semble-t-il, de tout un travail de préparation, d'une démarche qui se construit au quotidien, en lançant des idées, en essayant de mettre en œuvre des convergences et des solidarités, en s'appuyant sur des victoires partielles.

Et c'est là qu'on touche aux limites de la période : personne, parmi les représentants

patentés du mouvement ouvrier, qu'ils soient dirigeants syndicaux ou responsables de partis «révolutionnaires», ne se préoccupe de remettre au centre des débats la question de comment on construit un rapport de force, quels moyens on se donne, avec les travailleurs, pour gagner, imposer nos revendications, et non pas simplement obtenir un «faire-valoir» comme quoi on a bien (?) lutté. Malheureusement, cette gangrène qui consiste à se limiter à lutter au plan symbolique finit par gagner la plupart des délégués, des militants de base et des salariés dans leur ensemble.

Quand je lis (dans l'Huma-dimanche) : «il aura fallu plus de 50 jours d'occupation de l'usine de Cernay (68) pour que la direction d'HYMER accepte de négocier avec les 190 salariés (...). Au final, la direction prolonge de 2 mois la production et concède une prime extra-légale de 20 000 euros par salarié licencié», la question se pose (et les salariés se la posent inévitablement) : est-ce une victoire ? Bien sûr, nous savons (et nous devons le faire savoir) que, s'ils n'avaient pas lutté, ils auraient été purement et simplement jetés à la rue. Mais, au-delà, n'y a-t-il pas à réfléchir sur d'autres moyens de lutte (qui fassent vraiment mal au système) et sur la possibilité de mettre en œuvre des coordinations, une solidarité élargie et concrète, qui permettent au moins de gagner une indemnité décente (à l'image de ce qu'ont gagné les CELLATEX et ceux d'ADELSHOFFER il y a quelques années) ; et qui, peut être, puisse faire entrevoir des jalons pour avoir un autre rapport à la production, vivre différemment, prendre en main son destin...

Si la partie combative des classes exploitées et de la jeunesse ne s'empare pas de ce débat, avec les militants qui demeurent sur une ligne de classe, s'ils ne font pas entendre leur exigence de poser collectivement ces questions à chaque fois qu'un mouvement revendicatif s'enclenche, combien d'entre eux finiront par «ranger les gaules» et aller se coucher ? Quant aux perspectives alternatives, tant que nous ne sortons pas de la spirale des défaites et des «victoires» en trompe l'œil, elles continueront à s'éloigner de la réalité du champ social, et ne seront plus l'apanage que de quelques militants marginalisés.

Il ne restera plus alors comme espoir (et ce pour un bon moment) que la violence des affrontements, quels que soient leurs enjeux, entre ceux qui n'ont rien à perdre, et ceux qui gagnent à tous les coups...

Fiérot le Pou

(1) La Galère-Le Chat Noir, c/o Egregore, BP 1213, 51058 Reims Cedex



Tant pire ! J'dégingole un pante !

FSU : Le congrès de la majorité... silencieuse !

Le 6ème congrès de la FSU s'est tenu du 1er au 5 février à Lille. 18 ans après la création de la Fédération, ce congrès présentait un certain nombre d'enjeux, tant au niveau du syndicalisme en mal de stratégie avec la loi sur le dialogue social et la modification de la représentativité syndicale, qu'en raison des attaques frontales que subissent depuis 2003 l'éducation nationale et plus largement la fonction publique, véritables cibles désignées des politiques européennes de maîtrise des déficits publics.

Une grosse machine

Née en 1992 de l'éclatement de la FEN que les militants PS voulaient réduire à une machine d'accompagnement de la politique gouvernementale, la FSU apparaît comme la fédération syndicale combattive de l'éducation, de surcroît majoritaire chez les personnels enseignants. Mais derrière les syndicats mastodontes de l'éducation nationale (SNUIPP pour le primaire, SNES pour le secondaire, SNESUP pour l'université) se regroupent plus d'une vingtaine d'organisations, qui syndiquent d'autres catégories de salariés de l'éducation (les agents et ouvriers, les administratifs, les personnels de santé ou les assistantes sociales...) ou des personnels d'autres ministères : agriculture, environnement, justice, culture, recherche... Tant et si bien que la FSU est devenue la première fédération de la fonction publique d'État. Elle a cherché par ailleurs à élargir son champs de syndicalisation à la fonction publique territoriale (équipement) ou hospitalière, sans grand succès à ce jour. Mais au final, le nombre de ses adhérents est cependant en hausse, l'adhésion de nouveaux syndicats compensant les défections enregistrées dans l'éducation nationale, notamment au SNES, depuis les défaites de 2003 sur les retraites et sur l'école qui avaient entraîné le départ de militants désabusés par la capitulation sur la grève des examens.

Des rapports de forces pas toujours clairs

La FSU compte donc 168.468 syndiqués, membres de 24 syndicats nationaux différents. Elle est organisée en sections départementales, et selon un droit de tendance qui permet l'existence de textes d'orientation différents sur lesquels les syndiqués sont appelés à s'exprimer. Les 675 délégués de ce congrès, l'étaient donc soit à

titre des syndicats nationaux, soit au titre des sections départementales, soit au titre des tendances, au nombre de 5. Unité et Action (UA), la tendance majoritaire (73%), originellement liée au PCF, et que l'on peut grossièrement qualifier de réaliste gestionnaire. L'École Émancipée (EE), tendance syndicaliste révolutionnaire regroupant historiquement trotskystes et anarchistes, mais confisquée depuis 2003 par des militants de l'ex-LCR qui sont devenus la force d'appoint des UA en entrant à la direction du SNES et en restreignant l'EE à la seule FSU (18% des voix). Emancipation tendance intersyndicale regroupement des membres de l'École émancipée qui ont refusé le virage historique de 2003, et qui rallie des syndicalistes révolutionnaires et des libertaires (3,7%). Pour la reconquête d'un syndicalisme indépendant (PRSI), tendance liée aux trotskystes lambertistes qui n'ont pas rejoint FO (3,1%), et Front unique (FU), également issu du lambertisme via un petit groupe exclu du PCI en 1984 avec leur chef de file Stéphane Just, et qui compte toujours un peu plus de 2% des votes...

L'équilibre des «forces» est relativement inchangé en 2010, ce qui se lit également dans le vote sur le rapport d'activité sur les 3 années écoulées, présenté par la direction sortante : 73,8% de pour, 6,8% de contre, et 19,4% d'abstention. En gros les pour et les abstentions soutiennent la ligne fédérale impulsée et défendue par les UA et l'École émancipée, soit 93% des votes exprimés. Les oppositionnels se situant à 7%.

Le syndicat s'épure, le syndicat se renforce !

Alors que le congrès de la CGT avait vu une opposition se renforcer face à la direction, à la FSU, cette opposition, en définitive, faiblit, ce qui appelle à quelques commentaires.

Tout d'abord la modification sensible du corps enseignant, socialement et politi-



Qu'elle soit noire ou rouge une bourrique sera toujours une bourrique !

quement, toujours davantage drainé vers les classes moyennes supérieures intellectuelles, socialement intégrées et ayant quelques chose à perdre... Le succès d'un Bayrou dans les salles des profs lors de la dernière présidentielle était effectivement lourd de sens. Donc, ce n'est pas un scoop, le corps enseignant se «droitise» : le corporatisme, le syndicalisme de service, le réalisme gestionnaire sont très largement partagés par les syndiqués de la FSU.

Les éléments contestataires, qui ont pourtant mené des luttes nombreuses depuis 2006 (CPE, réformes Darcos dans le primaire ou au lycée, contre le bac professionnel en 3 ans, contre la mastérisation et la LRU dans le supérieur...) sont en perte de vitesse. Les acteurs de ces luttes n'étaient certainement pas majoritairement syndiqués, mais de surcroît, à force d'avaler des couleuvres de leur direction, les syndiqués combattifs finissent par quitter la FSU, pour Sud-éducation ou la CNT, ou pour arrêter toute activité syndicale. Le mouvement de déperdition se confirme depuis 2003. Ce sont le plus souvent des structures autonomes qui mènent les luttes : désobéisseurs, coordination contre base élève, coordination inter-LP, Sauvons l'université... Et si bien sûr des syndiqués impulsent et participent à ces structures, ils finissent par quitter le syndicat, lassés de se battre contre les réformes de l'État et contre les directions syndicales qui les entérinent dans les négociations.

Une majorité silencieuse

Cette désaffection militante peut sembler encore bien relative si l'on compare les

résistances des appareils face aux initiatives de la base n'ont pas fini de rigoler...

L'adhésion à la CES n'a pu être votée à ce congrès. L'opposition restait trop forte, y compris dans les rangs majoritaires, qui comptent encore nombre d'opposants à l'Europe, et qui analysent la CES pour ce qu'elle est : un instrument de la commission européenne qui hésite sans cesse entre le lobbying et la collaboration de classes. Mais pour combien de temps encore ? La décision de congrès a été écarté au profit d'une consultation des syndiqués (pour lesquelles on a vu à quel point ils se sentaient concernés...) après explication des enjeux. Là encore, l'issue fait peu de doute : un référendum auprès des syndiqués permettra de contourner la règle des 70% pour l'adoption d'une position, et la direction parviendra vraisemblablement à ses fins avant la fin 2010.

Ainsi, au niveau de l'Etat français comme au niveau européen, la FSU s'oriente résolument après ce congrès vers du partenariat social et de la collaboration de classes, et il ne restera bientôt plus rien de l'image de syndicalisme contestataire qu'elle avait jusqu'ici préservé, face à l'indignité notoire de ses concurrents directs CFTD et UNSA...

Et après ?

Que ce congrès consacre l'intégration de la FSU dans le partenariat social n'est pas vraiment une surprise, la collaboration de classes était sur les rails depuis un bon moment, tout comme à la CGT. L'Etat est bien en train de remporter la mise sur l'instrumentalisation des syndicats, en les vidant définitivement de toute substance de lutte et d'alternative politique et sociale. Le rapprochement FSU-CGT le confirme, nous sommes bien dans un même mouvement d'intégration du syndicalisme à l'appareil d'Etat : à la fois caution et petite main des décisions de Bruxelles et de l'Elysée. Mouvement naturel du syndicalisme diront certains. Certes, mais ce qui est plus surprenant finalement, c'est le peu de résistance interne à ce processus, avalisé par l'Ecole Emancipée, et soutenu de fait par le Front syndical de classe(1) qui voit dans l'éviction en touche de l'adhésion à la CES une victoire de la pression de la base !??

La question qui se pose aujourd'hui pour les révolutionnaires qui demeurent dans des structures comme la FSU, ou la CGT, c'est pour quoi faire et jusqu'à quand ?

Cette question se pose et se repose inlassablement en France depuis les années soixante. Certains y ont répondu avec la création des Sud-Solidaire, ou le renforcement de la CNT. Mais il n'est pas bien sûr que leurs choix soient plus défendables.

Surtout dans une période où les structures de bases se multiplient pour animer

des luttes, tandis que les syndicats apparaissent plus comme des entraves au développement des combats à mener, que comme des outils au service des salariés.

Les choses sont cependant à aborder davantage sur l'angle des possibilités locales, que selon une approche idéologique, mais une chose est indéniable : il y a des structures de lutte à ré-inventer...

Philippe
18/02/10

Liban Confluences Méditerranée n°70 (Été 2009, Liban, de problèmes



en crises L'Harmattan

«Pour que je revienne aux urnes, il faudrait d'autres candidats. Des candidats qui ne soient pas le produit d'un système féodal totalement dépourvu de sens, des candidats qui ne soient pas issus de familles dont l'histoire est sanglante, des candidats intègres et qui défendent des principes qui me tiennent à coeur». Ainsi parle Samar, Libanaise d'une trentaine d'années. En peu de mots, cette jeune femme éduquée qui travaille dans une ONG résume fort bien la situation politique du Liban, pays qui fait l'objet du dernier numéro de la revue *Confluences Méditerranée*.

Une douzaine de chercheurs et journalistes ont été invités à dresser le tableau de ce pays-mosaïque où les élites de toutes les confessions se disputent le pouvoir depuis des décennies. Les dernières élections législatives de juin 2009, marquées par un fort abstentionnisme, n'ont guère apporté de motifs d'espoir. L'heure est plutôt au raidissement. Le politologue Sami Aoun souligne ainsi que la gauche et

le camp laïque ont disparu des bancs de l'Assemblée nationale au profit des forces politiques confessionnelles. Car il n'y a pas de «citoyens» au Liban, mais des Chrétiens, des Sunnites, des Chiïtes, des Druzes qui se rendent aux urnes et apportent majoritairement leurs suffrages aux caciques qui se présentent comme les représentants légitimes de la communauté. Il n'y a pas de «citoyens» au Liban mais des clientèles électorales captives qui se mettent sous la protection d'un chef, votent et attendent en retour que celui-ci leurs permette de vivre mieux au quotidien. Confessionnalisme et clientélisme sont les deux piliers du système politique libanais. Et il n'y a aucune raison que cela change. L'économiste René Yerli nous explique ainsi que «le repli communautaire alimenté par la pauvreté grandissante dans un pays où les filets sociaux ultimes sont fournis non par l'Etat mais par la famille proche et souvent par la grande famille qu'est la communauté religieuse permet à certaines élites dirigeantes communautaires de récupérer politiquement les couches les plus pauvres de leur communauté par l'intermédiaire des services sociaux privés». C'est le cas notamment du Hezbollah, représentant hégémonique de la communauté chiïte, qui creuse des puits, forme à l'agriculture, tient des écoles et des hôpitaux, assure la distribution d'eau potable et d'électricité dans les zones qu'il contrôle.

L'économiste Ziad Hafez n'y va pas quatre chemins. A ses yeux, le Liban «n'est désormais qu'une confédération de communautés religieuses et de tribus». Le Liba-



(1) Le Front syndical de classe, regroupement de syndicalistes qui comme leur nom l'indique, n'existe pas en tant que tel dans la FSU. De fait, les militants se reconnaissant dans cette sensibilité sont plutôt dans la majorité UA. Il ont publié leur analyse du congrès FSU sur leur blog

nais est pieds et poings liés. Il n'existe pas en dehors de sa communauté : «Instrumentalisant la religion pour justifier l'injustifiable, [l'establishment politique libanais] exacerbe délibérément les peurs, les angoisses, et mêmes les fantasmes pour consolider une mentalité de siège et d'assiégé. Ainsi, la communauté est en danger si les chefs de ladite communauté n'obtiennent pas «leur part du gâteau». Leur intérêt personnel est assimilé à celui de la communauté (...) Un climat de suspicion domine alors le comportement des factions».

Tenir la machine étatique, ne serait-ce que par un bout, c'est avoir l'assurance d'avoir accès aux ressources financières, c'est être en mesure de faire avancer ses affaires et celles de ses amis, c'est être en capacité d'être corrompibles, c'est se constituer une rente. Les politiciens libanais sont des prédateurs dont le principal souci est de ne pas se retrouver exclus du jeu. D'où des alliances pouvant apparaître contre-nature aux profanes, comme celle liant le Hezbollah, mouvement chiïte pro-syrien, et le parti du général Aoun, chrétien maronite anti-syrien, où les volte-faces du chef druze Walid Jumblatt, qui fut longtemps l'ami du pouvoir syrien et l'ennemi des milices chrétiennes, avant d'agonir d'injures Bachir El-Assad et d'en appeler à une alliance interconfessionnelle.

L'histoire du Liban contemporain est une histoire de consensus et de dissensus comme le souligne Ghassan El-Ezzi : «Ce régime alterne ainsi entre les phases de «consensus» où les leaders se partagent le gâteau du pouvoir, et les phases de «dissensus», souvent pour des raisons qui les dépassent, qui portent les germes d'un conflit et même d'une «guerre pour les autres», à savoir leur «protecteurs» étrangers».

Il faudra du temps avant que Samar ne se réconcilie avec la «démocratie libanaise».

Patsy

Haïti

Batay ouvriyé

Tiré de : <http://chien-creole.blogspot.com/2009/01/comprendre-ce-qui-se-passe-en-haiti.html>

Le 1er décembre 2008, Didier Dominique, dirigeant charismatique de l'important syndicat haïtien, Batay Ouvriyé, est venu, à l'invitation d'organisations guadeloupéennes et martiniquaises, présenter le combat qu'il mène avec ses camarades en Haïti. Il en a profité pour analyser la situation politique et sociale de ce pays et a tenté d'expliquer les mécanismes qui ont conduit la première république noire indépendante de l'histoire dans la dramatique situation qu'elle connaît aujourd'hui. Son analyse limpide apporte un éclairage nouveau sur les processus sociaux et politiques en cours en Haïti.

1° UNE ORGANISATION DE COMBAT

Batay Ouvriyé est «une organisation de combat» qui regroupe sous sa bannière des comités ouvriers, des «ouvriers révoqués» (chômeurs) mais aussi des artisans, des ouvriers agricoles, des comités de lutte lycéens et étudiants, des petits propriétaires agricoles, etc. A la question de savoir combien de membres compte le mouvement, Didier Dominique esquisse un sourire : «Tout le monde nous pose la même question mais je suis incapable d'y répondre». La répression anti-syndicale est très forte en Haïti, et Batay Ouvriyé a eu à déplorer plusieurs morts. Didier Dominique, lui-même a été blessé par balle à la jambe. Si l'organisation et sa direction ont une vitrine légale, ses membres sont souvent obligés de fonctionner en semi-clandestinité. Il précise que Batay Ouvriyé n'est pas le seul syndicat conséquent en Haïti et donne en exemple l'OTR, Organisation des Travailleurs Révolutionnaires, syndicat actif, mais qui contrairement à Batay Ouvriyé, n'est pas une organisation qui fait un travail de masse.

2° LA STRATÉGIE DU SERPENT AILÉ

«Nous disposons d'une organisation bien structurée mais on ne

Suite au séisme qui a frappé Haïti, l'Organisation Communiste Libertaire a décidé de répondre à l'appel à la solidarité lancé par «Batay Ouvriyé» (Bataille Ouvrière) une organisation qui regroupe syndicats d'entreprise, comités d'usine, associations de travailleurs et militants. Il nous a paru intéressant de permettre à cette organisation, attributaire des fonds que nous récoltons, de se présenter en reproduisant les propos d'un de ses porte parole à une conférence donnée avant le séisme, en 2008, en Guadeloupe.



peut pas demander au travailleur haïtien de s'inscrire sur une liste, quand on sait que les patrons ont tendance à renvoyer systématiquement les syndiqués. De fait, dans une entreprise, nous nous déclarons en général comme syndicat en tant que tel, quand le patron lui-même fait savoir qu'il préfère connaître ceux à qui il a à faire et que du coup, il donne quelques garanties». Un proverbe en créole haïtien, avec une poésie inspirée de l'imagerie vaudou ne dit-il pas «a kondisyon bopè kou lèv ret kache jiskaskè li fè zèl» (que compère serpent doit rester caché sous terre jusqu'à ce que lui poussent les ailes) ?

«Ceci dit, nous avons réussi, un 1er mai, à rassembler 10 000 personnes, ajoute-t-il, mais certains nous rejoignent parfois sur des luttes ponctuelles». Quoiqu'il en soit, être de Batay Ouvriyé, ça ne consiste pas à payer une cotisation et à avoir une carte, au cas où, mais à s'engager dans les com-

franches. L'Etat haïtien n'a pas le droit d'y pénétrer. Le secteur concerné est celui du textile qui ne demande pas de qualifications particulières et plus spécifiquement «l'industrie de l'aiguille» avec la confection de vêtements, mais aussi de tennis, d'articles de sport comme les balles ou les ballons, etc. Les marques telles que Gap et Nike désertent peu à peu les maquiladoras mexicaines pour venir s'installer en Haïti, dans les zones franches de Ouanaminthe, de Jacmel, du Cap Haïtien ou de Port-au-Prince.

4° COMME DES BÊTES

Dans ces conditions la lutte syndicale, pour indispensable qu'elle soit, est très difficile à mener. A titre d'exemple, dernièrement, Batay Ouvriyé a obtenu gain de cause devant les tribunaux et OME, une entreprise aux capitaux dominicains, a été condamnée à verser une amende, somme dérisoire certes au vu des dommages, mais c'était déjà une victoire. OME avait imposé à ses 600 employés, dont plus de 85% sont des femmes, un vaccin contre le tétanos. Il s'est avéré qu'il s'agissait en réalité de stériliser les femmes. Les huit qui étaient enceintes ont perdu leur bébé, elles ne pourront plus avoir d'enfants, pas plus que les autres femmes qui se sont vu infliger cette injection. Ca me rappelle le témoignage de Véronica, une ancienne ouvrière de maquiladora mexicaine qui m'expliquait cet été comment elle devait une fois par mois prouver qu'elle avait bien ses règles sous peine de se faire aussitôt renvoyer... Dans le cas d'OME, le traitement est encore plus dégradant et inhumain. La grève qui s'en est suivie pour clamer justice a été très dure et 37 employés identifiés comme faisant partie de Batay Ouvriyé ont été licenciés sans ménagement. Ouanaminthe se trouvant sur la frontière, l'armée dominicaine a pénétré en territoire haïtien pour réprimer violemment les manifestants sans susciter la moindre protestation des autorités haïtiennes.

bats contre la domination, la misère et l'exploitation, dans un des pays les plus pauvres au monde. «Notre manière de voir sort des luttes que nous menons»

3° L'INDUSTRIE DE L'AIGUILLE

«Pour nous le véritable ennemi n'est pas l'Etat, ni même la grande bourgeoisie aussi archaïque soit-elle mais bien le Capital. Ca n'est pas évident à faire comprendre comme idée, car pour un petit paysan, le Capital est une abstraction». Cependant en Haïti, c'est bel et bien le Capital qui dynamite les droits des travailleurs avec l'agression impérialiste en toile de fond. Ainsi, Jacques Edouard Alexis, premier ministre du président Préval, a signé avec les Etats-Unis le HOPE Act (Hemispheric Opportunity through Partnership Encouragement Act), accord de libre-échange bilatéral. Cette signature a conduit à la création de zones

En solidarité, les employées d'OME en République Dominicaine ont elles aussi entamé pendant une semaine une grève. Une délégation est venue soutenir leurs collègues haïtiens, et elles ont manifesté devant le ministère des affaires sociales en République Dominicaine, pour exiger l'application de la peine et la réintégration des 37 employés licenciés.

Le juge qui avait eu le courage de condamner OME s'est aussitôt vu administrer un blâme du ministre de la justice avec interdiction formelle d'appliquer la sanction pour ne pas effaroucher les investisseurs... Ca donne une petite idée de la réalité de la séparation des pouvoirs en Haïti, exécutif et législatif, mais surtout ça montre bien à quel point le pouvoir en place sert les intérêts économiques des multinationales avant de songer à représenter ses propres citoyens.

5° UNE MISÈRE TELLEMENT SEXY

Un programme piloté depuis Washington, le CBI, Caribbean Bassin Initiative, préconise comme modèle de développement pour Haïti, qu'elle devienne une source de main d'oeuvre bon marché. C'est d'ailleurs cet aspect que les élites haïtiennes mettent en avant pour attirer les investisseurs étrangers. Ainsi dans le livre

blanc de la bourgeoisie, ouvrage où ladite bourgeoisie dresse un état des lieux et fait des propositions pour la société haïtienne, elle se félicite haut et fort de l'attractivité que constituent les bas revenus en Haïti. Le salaire minimum y est aujourd'hui de 70 gourdes par jour, soit entre 1,10 et 1,25 € en fonction des fluctuations de la monnaie nationale. A titre de comparaison, en France, le salaire minimum est de 8,70 €, non pas du jour mais de l'heure ! Qui plus est, d'après Didier Dominique, ce salaire minimum, qui ne permet évidemment pas de vivre dignement, est loin d'être toujours respecté, en particulier dans le domaine agricole...

6° DÉMOLITION SYSTÉMATIQUE

Arriver à un résultat aussi réjouissant et attrayant pour les investisseurs étrangers n'a pas été chose facile. Il a fallu démolir, l'un après l'autre, les différents secteurs d'activité haïtiens. Une importante entreprise de précarisation a été entamée par Jean-Claude Duvalier, dictateur de 1971 à 1986, à la suite de son père François, lorsqu'il a décidé de faire tuer tous les cochons créoles du pays, à l'occasion d'une épidémie de fièvre porcine. Ca peut prêter à sourire mais comme l'explique Didier Dominique «pour un haïtien modeste, son cochon, c'était sa banque, on le tuait en

cas de problème, pour payer des soins médicaux urgents par exemple». Ce cochonicide, (admirer le néologisme) a été à l'origine d'une profonde désorganisation de la société haïtienne, plongeant d'innombrables familles pauvres dans une précarité accrue. Mais la déstructuration systématique du tissu social ne s'est pas arrêtée là, loin s'en faut. Didier Dominique égrène les exemples : l'une après l'autre, les centrales sucrières ont été rachetées par des intérêts états-uniens notamment, pour être aussitôt fermées. Aujourd'hui Haïti, qui était avec la canne un des grands exportateurs de sucre, n'en produit plus du tout et importe 100% de celui qu'elle consomme ! Après le coup d'état de 91, un riz très peu cher importé des Etats-Unis a littéralement inondé le marché haïtien, suite à un accord signé avec la Rice Corporation de Miami. En deux ans, les subventions déguisées de l'oncle Sam à son agriculture et la technologie moderne appliquée à l'agro-industrie ont eu raison du riz local, moins compétitif en dépit des faibles salaires. Et que dire de ces poissons qui ne se sont pas vendus aux Etats-Unis, et qui arrivent avariés sur le marché haïtien à un prix défiant toute concurrence. Ils trouvent acheteurs malgré des conditions sanitaires déplorables. Ces pratiques ont fini par venir à bout du déjà fragile secteur de la pêche.

7° UNE INCAPACITÉ CONGÉNITALE À SE GOUVERNER ?

Le résultat de ce travail de sape systématique est que le pays connaît aujourd'hui 70% de chômage et que ceux qui cherchent désespérément du boulot ne peuvent pas se permettre de refuser les salaires dérisoires qu'on leur propose, pour la plus grande satisfaction des multinationales comme Nike, Levi's et consorts. Objectif atteint ! Le terrain a été bien préparé et la misère qui frappe le peuple haïtien n'est pas le fruit de la fatalité ou d'une incapacité congénitale qu'auraient les Haïtiens à se gouverner par eux-mêmes, comme certains ont tendance à le penser.

Une des personnes assistant à l'intervention fera un parallèle avec ce qui se passe en Guadeloupe. Pendant des années, alors qu'il était interdit en France et aux Etats-Unis, les stocks de chlordécone, un pesticide extrêmement dangereux, ont été écoulés dans

les Antilles Françaises, permettant à ceux qui le commercialisaient en toute connaissance de cause, de réaliser de juteux bénéfices. Aujourd'hui, les terres rendues impropres pour des siècles à l'agriculture, dévaluées, sont livrées à la rapacité des promoteurs immobiliers. Le système fait bien les choses...

En Haïti, la paupérisation accélérée de la paysannerie a, qui plus est, entraîné un très important exode rural. «Dans ma jeunesse, Port-au-Prince ne comptait que 900 000 habitants, nous confie Didier Dominique, aujourd'hui, il y en a deux millions cinq cent mille !» La main d'oeuvre corvéable à merci est ainsi concentrée et à disposition pour les grands groupes qui souhaiteraient investir.

8° UNE INDÉPENDANCE EXTRAORDINAIRE

Pour bien que nous comprenions la spirale qui a entraîné Haïti dans la situation qui est la sienne aujourd'hui, Didier Dominique remonte à la guerre d'indépendance, à l'époque où on l'appelait encore Saint Domingue, la perle des Antilles et où elle était la plus riche des colonies françaises. On sait déjà qu'Haïti a été la première république noire indépendante de l'histoire. Avant celle-ci, c'était un des pays où les conditions de la traite négrière étaient les plus dures : l'espérance de vie d'un esclave travaillant dans les champs de cannes ne dépassait pas les 5 ans. L'antagonisme qui existait entre dominants et dominés était si fort qu'il a produit un phénomène inédit sur le continent américain : l'expulsion de tous les colons blancs. L'indépendance des autres colonies, qu'elles soient anglaises, portugaises ou espagnoles, s'est faite à chaque fois avec les criollos, les descendants d'européens nés sur le sol américain et jouissant jusqu'alors de moins de droits que ceux nés de l'autre côté de l'Atlantique. C'est même souvent à l'initiative de cette caste et sous sa direction que les diverses indépendances ont été arrachées. Il n'en a rien été en Haïti.

9° SAIGNÉE À BLANC

Mais au lendemain de l'indépendance, le pays est en ruine : villes et plantations ont été brûlées, les ponts ont été détruits, etc. Cyniquement et sous la menace

FREE THE GUACIMAL PRISONERS IN HAITI!
Stop Worker Repression in Haiti!




Protest at the NY Haitian Consulate
 271 Madison Ave at East 39 St., Manhattan, 212-697-9767

On May 27, 2002, a group of thugs led by local authorities and landowners murdered 2 elderly peasants, Fransiyen Exiné and Igharés Guemier, and arrested 11 other persons in an assault against a group of unionized workers. Those workers were claiming their right to farm the land on the Guacimal plantation (where oranges are produced for Contras) as they had done, by contract, for almost 50 years. The prisoners were then transferred to national jails in Port-au-Prince, under the guise of being terrorists. They are being held illegally and have not been charged with any crime.

We demand the immediate release of all the prisoners, reparation for all the victims, the arrest and trial of all the criminals, and a guarantee of all the legal rights of the workers and of their union!

We demand that the state guarantee the respect of the law!
Justice for Fransiyen Exiné and Igharés Guemier!

Protest sponsored by Haiti Solidarity at Belle Glorie and the Global Southside Coalition (212) 647-1744
 haitisolid@earthlink.net

Directed by Hait Solidarity Network, GSA, GSA/Contras/USA/Spain

Call the Haitian Consulate at 212-697-9767 to protest this injustice!

de recommencer la guerre, la France napoléonienne, vaincue militairement, impose à Haïti de payer 150 millions de francs-or pour la dédommager de la perte de ce qu'elle estime être son territoire et ses esclaves. Il faudra chaque année que les Haïtiens versent 60% de leur PNB, pendant quarante ans pour s'acquitter de cette somme. Ce sont bien sûr les travailleurs qui vont devoir payer la facture, sur eux que va porter tout le poids de cette dette. Leur exploitation se poursuit à travers une sorte de caporalisme agraire, dans des conditions pas si éloignées de l'esclavage. Le travailleur a tout au plus le sentiment de travailler désormais pour la nation et non plus pour le maître ou la métropole. Entre les ravages de la guerre et le coût de cette dette, le pays sort exsangue. Pendant ce temps là, Haïti joue un rôle important dans les luttes pour la liberté des pays voisins. De grands héros de l'indépendance comme José Martí pour Cuba ou Francisco de Miranda pour le Venezuela par exemple, viennent s'y réfugier, s'y inspirer, trouver un répit et reprendre des forces avant de repartir pour leurs pays respectifs.

10° LE DÉFI DES MARRONS

En interne, au lendemain de l'indépendance, deux projets s'affrontent. Les bandes marrons (du nom de ces esclaves qui se sont révoltés et échappés des plantations) prônent une production tournée vers l'autosuffisance, alors que les élites des villes préconisent, elles, un effort accru vers l'exportation, pour payer la dette. La répression à l'encontre des marrons sera implacable. Toussaint Louverture fait assassi-

ner son propre neveu, le général Moïse qui les a rejoint ; Dessaline, lui, fait tuer Charles Belair, grande figure parmi les marrons et le président Boyer finit par mater les derniers rebelles à Grande Anse, emmenés par Gaumont, chef au projet pourtant fédératif. Ceci fait et la dette payée, alors seulement la France consent à reconnaître l'indépendance d'Haïti.

11° COUP DE GRÂCE DES ETATS-UNIS

Les Etats-Unis imposent un embargo sur le petit pays dès 1824 auquel ils ne mettront fin qu'en 1864, sur la fin de la guerre de sécession ; mais leurs vellétés de soumettre Haïti ne disparaissent pas pour autant. En 1915, les marines US l'envahissent. Ils vont l'occuper pendant 19 ans. C'est suffisant pour piller les richesses qui restaient dans le pays, en particulier les réserves d'or, indexer la gourde sur le dollar et casser les élites et l'armée qui deviennent dès lors des valets des intérêts yankees. La bourgeoisie à partir de là assume sans vergogne le discours raciste consistant à dire : « nous, Haïtiens, ne sommes pas capables de nous débrouiller tout seul ». En échange de cette légitimation de leur rôle interventionniste, les impérialistes étrangers leurs laissent quelques miettes de leurs profits. Cette situation n'a pas changé, hélas.

12° VOUS AVEZ DIT : ARISTIDE ?

L'instabilité politique est un réel problème. En 200 ans, Haïti a connu pas moins de 56 coups d'Etat ! Celui de 1991 contre le président Aristide a été particulièrement sanglant, faisant environ 4000 morts, dont beaucoup de syndicalistes et rappelant les sombres heures de la répression assassine contre l'Intersyndicale en 1969. Les militants les plus convaincus du parti d'Aristide, le parti Lavalas, ont disparu à cette époque et selon Didier Dominique, ce parti est aujourd'hui dirigé par des opportunistes. Quant à Aristide, ancien curé de la théologie de la libération, opposant de toujours à la dictature des Duvalier, Didier Dominique explique que les gens ont un dicton pour expliquer son changement de comportement à son retour d'exil aux Etats-Unis : « Il est parti Aristide, il est revenu Harry Stead (avec accent 'ricain, s'il vous plaît) ». Autrement dit, ce

**RANKONT LATINO-AMERIKEN
AK KARAIBEYEN TRAVAYÉ YO
ANPIL VWA, YON SÈL LIT**

7 ak 8 Jiyè 2008
Betim [MG] - Brezil

Aba refòm neoliberal yo!
Viv nasyonalizasyon san endemnisasyon resous natirèl nou yo!
Nou pa dwe, nou pap peye ni det entèn ni det ekstèn!
Aba trete lib komès yo - TLC
Aba twoup etranje yo ann Ayiti!
Aba enpiyalism lan nan Amerik Latin ak nan Karayib la. Viv yon veritab endepandans pèp yo!

KONVOKASYON

COB (Cuba) COLETRAS (Bolivia) OUBREY (Uruguay) FIC (France)

www.dha.org.br
www.dhac.org.br

dirigeant, un des rares à avoir donné un réel espoir de changement pour son peuple, est vite rentré dans le rang, à son retour des Etats-Unis.

13° TRAHISON DES GAUCHES SUD-AMÉRICAINES

Concernant la MINUSTAH, les troupes de l'ONU qui sont venues remplacer l'armée haïtienne à sa dissolution en 1994, le syndicaliste engagé n'hésite pas à parler de forces d'occupation et pourfend les leaders des gauches sud-américaines qui participent à cette entreprise en ayant déployé des troupes sur place, de Kishner (Argentine), à Morales (Bolivie) en passant par Lula (Brésil), Correa (Equateur) ou Tabaré Vazquez (Uruguay). Il dénonce notamment le fait que les militaires, les Uruguayens en particulier, n'hésitent pas à intervenir dans les conflits sociaux et à les réprimer violemment, comme ça s'est produit lors d'une importante grève. « Ils disent qu'ils viennent maintenir la paix en Haïti, nous disons la paix des cimetières ». Même si Chávez n'a pas envoyé d'hommes au sein de la MINUSTAH, Didier Dominique fustige la création de Banco Sur (pourtant censée rendre les pays

du Sud indépendants du FMI - NDIA), ses liaisons dangereuses avec les Chinois et les Russes. Pour toute cette gauche, de la plus radicale à la plus molle, il n'hésite pas à parler de recomposition du Capital sous un nouveau jour. Il assène comme un coup de grâce l'information suivante : la plus importante industrie textile en Haïti appartient au vice-président du Brésil, membre du gouvernement de Lula.

14° UNE NOUVELLE INTERNATIONALE ?

Dernièrement, Batay Ouvriyé a pris contact avec de nombreux mouvements en Amérique Latine et dans les Caraïbes et, à écouter la calme détermination de Didier Dominique et l'intérêt des militants guadeloupéens présents, on se demande si on n'est pas en train de vivre les prémices d'une internationale américaine à la gauche de la gauche... de la gauche. Ou pour dire simple peut-être enfin une authentique gauche, née de la base et de la lutte.

Site internet de Batay Ouvriyé : <http://www.batayouvriye.org>

**PROTEST COINTREAU'S
UNION BUSTING AND WORKER ABUS!**



**COINTREAU:
DO THE RIGHT THING,
PAY FAIR WAGES
TO YOUR WORKERS!**

NEGOTIATE WITH THE UNIONS!

Nous soutenons nos troupes... quand elles flinguent leurs officiers !

Le lundi 15 février a eu lieu à Ankara (Turquie) la première séance du procès de 19 militant-e-s antimilitaristes. La fin de la détention préventive a été décidée pour Volkan Sevinç, le seul d'entre elles et eux à avoir été incarcéré. C'est une satisfaction, mais ça n'en demeure pas moins une tentative de démobilisation à l'encontre du mouvement de solidarité enclenché à cette occasion.

En effet, nos camarades encourent des peines de 1 à 10 ans de prison lors de leur jugement, reporté au premier avril. La procédure porte sur un rassemblement de soutien à l'objectif de conscience Enver Aydemir le 6 janvier. Le groupe avait été encerclé et 23 protestataires interpellé-e-s. S'ensuivent 24 heures de garde-à-vue démocratique en conformité avec les critères de bonne gouvernance prescrits par l'union européenne ; visite de médecins et avocats, privation de sommeil, pressions physiques et morales, intimidations afin d'extorquer des aveux rédigés à l'avance sur un refrain connu : la rébellion contre les flics. À la sortie du tribunal le 7 janvier, les chefs d'inculpation retenus sont «la provocation de l'hostilité publique envers le service militaire» et «l'éloge d'un crime ou d'un criminel». Tout le monde est relâché, sauf Volkan, activiste anarchiste. Il avait refusé la fouille corporelle, alors les keufs se vengent en l'accusant de port d'arme : une arme à feu qui, lors de l'instruction, se métamorphose en cou-teau...

**POURQUOI NOTRE
SOLIDARITÉ
ANTIMILITARISTE
EST UN ENJEU CENTRAL
FACE AU RÉGIME TURC :**

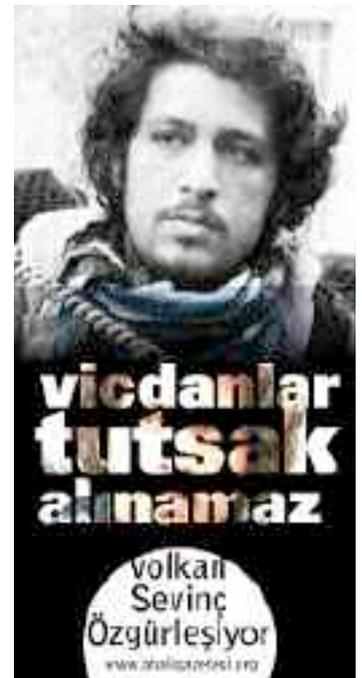
Depuis le coup d'état de 1980, la junte possède un instrument extrêmement utile jusqu'à aujourd'hui : le Conseil National de Sécurité. Celui-ci est une institution composée des chefs d'état-majors, des responsables des structures sécuritaires de la république, et de ministères comme la défense et les affaires étrangères. Il s'agissait à l'origine de parainer le retour aux affaires du pouvoir

civil. Son rôle consiste théoriquement en une tutelle au sujet des thématiques sensibles. Dans les faits aucun gouvernement ne peut prétendre lui tenir tête : excroissance de l'armée et de ses satellites, il se trouve du bon côté du fusil pour préserver ses domaines d'autorité exclusive. Extérieur au gouvernement à proprement parler, il permet cependant de préserver des apparences de démocratie parlementaire. La société turque se trouve face à une puissance telle des militaires et de leurs alliés que ces derniers n'ont plus besoin de se salir les mains par des coups d'état : le putsch est permanent et inscrit dans la loi. Un couperet au-dessus de la nuque de la sphère politique civile dont le seul fait de connaître l'existence garantit le respect de l'ordre.

Quelques exemples récents permettent de comprendre l'autonomie totale de l'armée vis-à-vis de ce que nous nous représentons comme l'Etat dans les démocraties libérales occidentales. L'A.K.P. (parti libéral-islamique) est partisan d'une pacification diplomatique au Kurdistan et ne croit pas uniquement en l'option guerrière contre le P.K.K. L'année dernière il a fait mine de laisser une issue civile à la contestation kurde, accompagnée d'un projet d'amnistie des maquisards déposant les armes et d'opérations militaires en Irak pour détruire les bases de la guérilla. Il ne s'agit que d'une stratégie habile pour désamorcer le conflit, l'A.K.P. étant lui-même un parti très nationaliste. L'armée turque a observé quelques mois les manœuvres de ses adversaires pour trouver une issue négociée à la guerre. En décembre, une juridiction très proche d'elle fait dissoudre l'interlocuteur du gouvernement : le D.T.P. (parti indépendantiste

kurde), qui avait de nombreux sièges au parlement, la plupart des municipalités du Kurdistan, et accessoirement un fort soutien populaire. Un acte de sabotage flagrant, dans le but de tenir d'une main de fer la doctrine et la méthode adéquate à l'encontre des «terroristes».

Effectivement la contre-insurrection dans le sud-est de la Turquie est depuis 1984 (début de la guérilla) la justification absolue des pratiques des militaires. Le mouvement indépendantiste kurde fait écho à la paranoïa du démembrement de la patrie héritée de la guerre d'indépendance. Dans ce contexte d'hystérie autoritaire, toutes les méthodes ont été légitimées contre les différent-e-s ennemi-e-s de l'intérieur. L'histoire récente de la Turquie rend d'autant plus savoureuses les accusations à l'encontre de nos camarades antimilitaristes. Les juges qui condamneront Volkan pour port d'arme travaillent pour un régime qui a délibérément équipé des notables et des milices loyalistes pour écraser les rebelles dans les villages kurdes ; de même que les organisations fascistes dans les villes mixtes ou turques d'Anatolie. Un régime qui arme la jeunesse de force après lui avoir rempli le crâne de son idéologie raciste, et l'envoie au casse-pipe, harceler la population et commettre des meurtres. L'Etat qui se prévaut de la loi contre nos camarades, pour leur éloge du crime et des criminels, s'est compromis avec tous les réseaux anti-communistes clandestins dans le cadre du plan Ergenekon. Lorsque le corset de la loi lui paraît trop étroit pour la défense de ses intérêts, il n'hésite pas une minute à se corrompre avec la pègre pour financer la contre-révolution. La flicaille qui prétend faire régner



l'ordre public républicain aux dépens de nos camarades commet régulièrement des exécutions pures et simples en pleine rue ; à moins que ses collègues de la gendarmerie ne soient pris sur le fait lorsqu'une grenade explose dans une librairie kurde...

Un fait-divers célèbre a marqué l'opinion publique turque. À Susurluk en 1996, une voiture de luxe percute un poids lourd, accident sans lequel nul n'aurait jamais connu l'identité de ses occupants : l'un des chefs de la police d'Istanbul, un seigneur de guerre et parlementaire kurde loyaliste, et un parrain de la mafia, militant d'extrême-droite, recherché par Interpol pour nombre d'assassinats et en possession de passeports diplomatiques. Voilà un exemple qui illustre le climat instauré par les militaires et le rapport du pouvoir turc à la légalité, qui en découle. Mais il s'agit également d'une démonstration de l'articulation des différents segments du pouvoir sécuritaire en Turquie. Au fil des révélations de secrets de polichinel, une mise en scène judiciaire s'est déroulée dans le pays.



Évidemment seuls quelques sous-fifres ont servi de fusibles à la désapprobation de l'opinion publique et des entrepreneurs de moralité européens. Le procès du système Ergenekon n'aura jamais lieu : on déplace le problème sur le terrain de l'infraction à la loi de brebis galeuses isolées, corrompues à titre individuel. Non pas de l'organisation tactique de l'Etat contre la population. On peaufine la désinformation à grand renfort de superproductions cinématographiques (*La Vallée des Loups, Nefes, Gladio...*) pour reconquérir le cœur, et surtout l'esprit du peuple.

Dans le secteur économique, l'armée turque possède deux des plus importantes entreprises nationales. Le Fond de Pension des Forces Armées investit dans de nombreux secteurs de l'économie. Quant à la Fondation pour le Renforcement des Forces Armées, elle se concentre sur le secteur de l'armement. Ces deux groupes militaro-industriels embauchent directement à eux seuls cin-

quante-mille salarié-e-s dans le pays. On imagine le poids que cela donne dans une société où la répartition de l'emploi, de sa rémunération et des richesses en général est extrêmement inégale. Les forces armées en tant que tel regroupent près d'un million de membres (appelés du contingent compris, qui ne sont pas rémunérés), dont près de cinquante-mille officiers. En Turquie, les militaires jouissent d'un statut social franchement confortable comparé à la situation populaire. Cette emprise économique ne fait évidemment que renforcer le prestige de l'uniforme, au cas où l'endoctrinement nationaliste ne suffirait pas aux esprits étroits que le patriotisme n'exalte pas assez.

Les effectifs des troupes turques situent celles-ci à la deuxième place de l'O.T.A.N., à laquelle elle adhère dès sa création en 1951. Cinq mille soldats sont envoyés combattre le communisme en Corée. Cette armée continue de collaborer aux «opérations de maintien de l'ordre» à travers le monde aux côtés de ses alliés occidentaux : en Afghanistan par exemple, forte de son expérience de guerre asymétrique au Kurdistan. Si le pouvoir militaire se crispe ces temps-ci en Turquie, c'est aussi en partie à cause de ses rapports tendus avec l'union européenne ou les modérés de l'administration américaine. Ces derniers voient d'un mauvais œil le recours systématique à la testostérone dans les problèmes politiques au Moyen-Orient... et dans le nord de Chypre, occupé depuis 1974 alors que l'île est dorénavant membre de l'U.E. Une manière forte qui enlise le sud-est anatolien dans la guerre, l'endurance de la guérilla ayant été sous-estimée. Les puissances

impérialistes se méfient de cet ultra-nationalisme sur-armé, trop peu contrôlable à leur goût bien que très commode. Cela contribue à expliquer la croissance de l'A.K.P., rivaux de l'état-major au sommet de l'Etat. La question de fond étant : quel usage raisonnable et proportionné de la violence permet le meilleur degré de domination ? D'autant plus que les minorités kurdes de Syrie et d'Iran peuvent être instrumentalisées afin de destabiliser ces deux régimes...

La description de ce contexte pour le moins hostile démontre le caractère primordial de la lutte anti-militariste entre les frontières turques. Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté publiquement leur objection de conscience depuis vingt ans : au-delà des réfractaires avérés, il est difficile d'évaluer l'ampleur de cette résistance ainsi que de la désertion. En effet, la répression minimale pénale équivaut à la durée du service militaire passée en prison, puis l'obligation de s'ac-

quitter de celui-ci, à la merci des persécutions réservées aux traitres. L'un des rares moyens d'échapper légalement est de prouver son homosexualité : cette dernière a été dernièrement qualifiée de provocation par un tribunal qui jugeait un meurtre homophobe... L'avenir du mouvement révolutionnaire en Turquie est intimement lié à l'affaiblissement de l'armée (en veillant toutefois à enrayer les techniques de domination démocratiques et libérales d'autres acteurs du pouvoir...). La militarisation totale de la société, et l'intense propagande nationaliste qui l'accompagne, rend une telle initiative à la fois centrale et extrêmement difficile. Notre soutien n'en est que plus nécessaire. En France, la suppression de la conscription obligatoire a été ressentie comme une victoire. Mais elle a désamorcé le mouvement antimilitariste. Cela a laissé toute liberté à l'armée pour répandre son poison patriotique et sécuritaire moderne : d'une part à l'intérieur des frontières par la désinformation et l'endoctrinement ; d'autre part à l'étranger, par les nombreuses guerres et occupations coloniales dans lesquelles la France est engagée. Nos camarades d'Ankara réprimé-e-s nous rappellent la nécessité, l'actualité d'une réflexion critique et d'une mobilisation antagoniste aux armées, qui imposent à travers le monde l'ordre réactionnaire.

*«Si vous me poursuivez
Prévenez vos gendarmes
Que j'emporte des armes
Et que je sais tirer»*



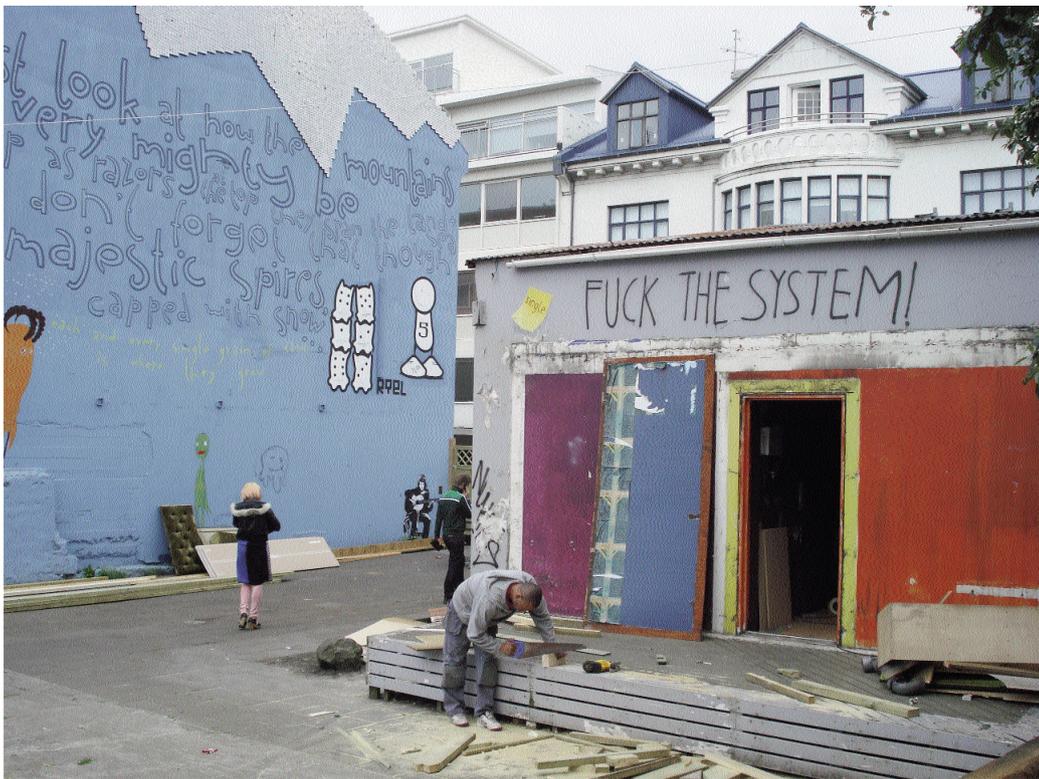
Arrestation d'Alireza Saghafi en Iran

Nous venons d'apprendre que Alireza Saghafi, un syndicaliste et membre de l'Association des Ecrivains Iraniens, auteur de l'article "le mouvement populaire et les diverses tendances au sein du régime", publié dans le dernier CA de février, a été arrêté chez lui par les services de renseignement. Son logement a été perquisitionné et des documents confisqués. Cela fait suite à sa participation à un rassemblement interdit le 1er mai 2009 à Téhéran.

Pas moins de 150 personnes avaient été arrêtées.

Islande : Scénario d'une mise sous tutelle

Depuis la crise financière d'octobre 2008, qui a ruiné le pays, la population de 320 000 habitants est soumise à une forte pression pour rembourser les milliards perdus par les banquiers.



Au milieu des années 90, le gouvernement libéral islandais privatisa les principales banques du pays. Quelques entrepreneurs possédant les fonds et les bons réseaux firent alors de bonnes affaires en les rachetant pour les transformer en véritables banques d'affaires. Le secteur financier du pays s'est alors adossé à ces banques pour se développer au point de représenter près de 10 fois le produit intérieur brut avant la crise de 2008 ! Cette croissance irrationnelle s'est déroulée dans une frénésie spéculative fondée sur des opérations internationales parfois très douteuses. On dit même que l'argent de la mafia russe a transité par les banques islandaises. Parmi elles, *Landsbanki*, avait créé une filiale de fonds de placement en Grande Bretagne et au Pays Bas, sous le nom de *Icesave*, proposant aux épargnants de ces pays des taux d'intérêt assez juteux à 7%.

Au moment de la crise financière de septembre-octobre 2008, patatra ! Les banques islandaises, dont *Landsbanki*, s'écroulent et perdent la totalité de leur valeur. Le gouvernement les nationalise en catastrophe pour leur maintenir la tête hors de l'eau, mais entre temps les épargnants d'*Icesave* réalisent que leurs économies, représentant 4 milliards d'euros ont complètement fondu dans la tourmente des marchés financiers.

FIN DE L'ACTE I

Les gouvernements britanniques et hollandais, pas pingres, décident de rembourser eux-mêmes leurs concitoyens floués. Ils se retournent ensuite vers leur homologue islandais pour demander des comptes, non sans avoir au préalable exercé une légère pression sur celui-ci en gelant ses avoirs à l'étrangers en application d'une loi anti-terroriste héritée du 11 septembre

2001. La logique est la suivante : *«vous avez laissez vos banques faire n'importe quoi en fourvoyant nos petits épargnants dans des produits financiers insécurisés, maintenant, rendez-nous le pognon qui s'est évaporé dans la crise»* Sauf que ces charmants démocrates oublient de préciser leurs responsabilités dans l'arnaque subies par leurs ressortissants, lorsqu'ils ont laissé faire ces opérations sur leur sol en fermant délibérément les yeux, alors que *Icesave* ne présentait pas les assurances requises.

Malgré tout, britanniques et hollandais s'entendent pour mettre une pression encore plus importante sur l'Etat islandais, devenu propriétaire de *Landsbanki*, afin d'obtenir le remboursement de la dette. Le rapport de force est d'autant plus efficace qu'au même moment, le pays est au bord de la ruine et cherche désespérément des emprunts auprès d'autres Etats

ou du FMI en jouant sa crédibilité financière s'il n'arrive pas à prouver qu'il peut régler le problème *Icesave*.

Finalement, après de longs mois de négociations, le nouveau gouvernement de gauche présente une loi à l'*Althing* (parlement islandais) au début de l'été 2009. Pendant deux mois les députés s'étripent sur le sujet et finissent laborieusement par voter en faveur du remboursement. Soulagé d'avoir réussi à faire passer le texte, de justesse et non sans manifestations d'opposition, le gouvernement présente son plan d'échelonnement de la dette jusqu'en 2024 aux anglais et hollandais... qui le refusent aussi sec. Pour eux, l'Islande ne s'engage pas assez loin dans le temps en prévoyant de mettre un terme aux échéances, sans garanties que la dette et les intérêts auront terminé d'être honorés. Ils demandent un engagement au moins jusqu'en 2040...

Rebelote, le gouvernement demande à l'*Althing* de se remettre au travail tout l'automne, sur la base d'un programme de remboursement plus conforme aux exigences formulées. Mais cette fois la colère monte de plus en plus dans la population qui n'a pas l'intention de payer pendant des décennies une dette représentant 12 000 euros par habitant, enfants compris (!), pour réparer les gâggeries des banquiers qui ont ruiné leur pays. Comme l'année dernière (voir CA n°184 novembre 2008 et n°188 mars 2009), plusieurs grosses manifestations commencent à animer le centre de Reykjavik.

Une pétition réunie 60 000 signatures, soit le quart des islandais en âge de voter. La coalition gouvernementale gauchevrte tanguée de plus en plus dangereusement. Finalement, dans la nuit du 30 au 31 décembre 2009, le parlement finit par voter la loi à une seule voie d'écart. Puis, c'est le coup de théâtre. Le président de la république, Omar Ragnarsson, ayant habituellement un rôle essentiellement honorifique, décide de ne pas promulguer

Islande (suite)

cette seconde loi et de la soumettre à un référendum comme la constitution le lui permet.

FIN DE L'ACTE II

Cette décision provoque un tollé, car chacun sait qu'il n'y a aucune chance que la population islandaise vote en faveur du remboursement aux conditions imposées par les gouvernements britanniques et néerlandais. Ces derniers sont indignés et dénoncent l'absence de toute crédibilité financière de l'Islande. Les marchés s'agitent et les agences de notations dévaluent la cotation du pays en matière d'emprunt. Le FMI s'inquiète et menace de ne pas accorder les versements promis.

A ce jour, le référendum est prévu pour le 9 mars, mais il pourrait ne pas avoir lieu, car, connaissant le résultat prévisible, le gouvernement a fait le deuil de la loi votée par l'*Althing*. Depuis, d'intenses tractations ont repris au niveau international, les islandais essayant d'associer d'autres Etats, ou l'Union



Européenne en tant que médiateurs. Il est également évoqué la possibilité de rembourser la dette sur un fond créé pour la circonstance par la Norvège avec un taux d'intérêt plus faible que celui exigé initialement par les anglo-hollandais.

EPILOGUE

Derrière cette affaire diplomatique-financière, se déroule une véritable stratégie de mise sous tutelle d'un Etat affaibli par la crise. Il est apparu clairement que

les gouvernements de Londres et La Haye ont utilisé comme prétexte la banqueroute d'*Icesave* pour imposer des conditions de remboursement et des taux d'intérêts totalement disproportionnés qui feraient de l'Islande un pays vassal, écrasé par la dette pour plusieurs décennies. Dans quels buts ? Difficile de répondre précisément, il serait probablement plus facile d'imposer ensuite des investissements d'entreprises des pays prédateurs pour exploiter les ressources naturelles. Il faut se rappeler qu'entre les années 50 et 70 l'Islande et la Grande Bretagne se sont durement affrontées lors de la « guerre de la morue » dans le domaine de la délimitation des zones de pêche. La rancune a la vie longue... Il ne reste plus beaucoup de différence entre l'Islande et la situation des pays en voie de développement qui sont pieds et poings liés par la dette, permettant aux sociétés occidentales de venir piller leurs richesses.

Tonio, 14 février 2010

Numéro spécial Courant Alternatif

Dossier écologie

L'environnement c'est Kapital !

48 pages - 4,5 euros

A commander à OCL/Egregore, BP
1213, 51058 Reims cedex
(chèques à l'ordre de "La Galère")

AU SOMMAIRE

- L'écologie bien comprise : un super plan !
- Le Bio : bonbon à bobos, babas et autresgogos...
- Comment être antinucléaire sans être pro-éolien
 - Les agrocarburants, nouvelle arnaque, nouvelle cata
- Economie verte : sauver la planète ? Oui, mais pour sauver l'économie
 - Histoire de la naissance du mouvement écologiste
 - Du retour du religieux dans les écologies
 - Solidaires, écologistes et libertaires au pays de Bové
 - La décroissance, un mouvement parfaitement ambiguë
- Ecologie, territoire et lutte des classes
 - L'histoire du mouvement antinucléaire en France
 - Modification de l'environnement : des bricolages hasardeux scientifiquement étayés
 - OGM une menace majeure sur la nature et sur... notre liberté
- Notes critiques sur le productivisme
 - L'écologie, nouvelle religion du capitalisme